



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

hors-série n° 27

AUTOMNE - 2019

La Mine en France : Histoire industrielle et sociale

Pour COMITÉ D'HISTOIRE mémoire

REVUE DES MINISTÈRES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET DE LA
COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



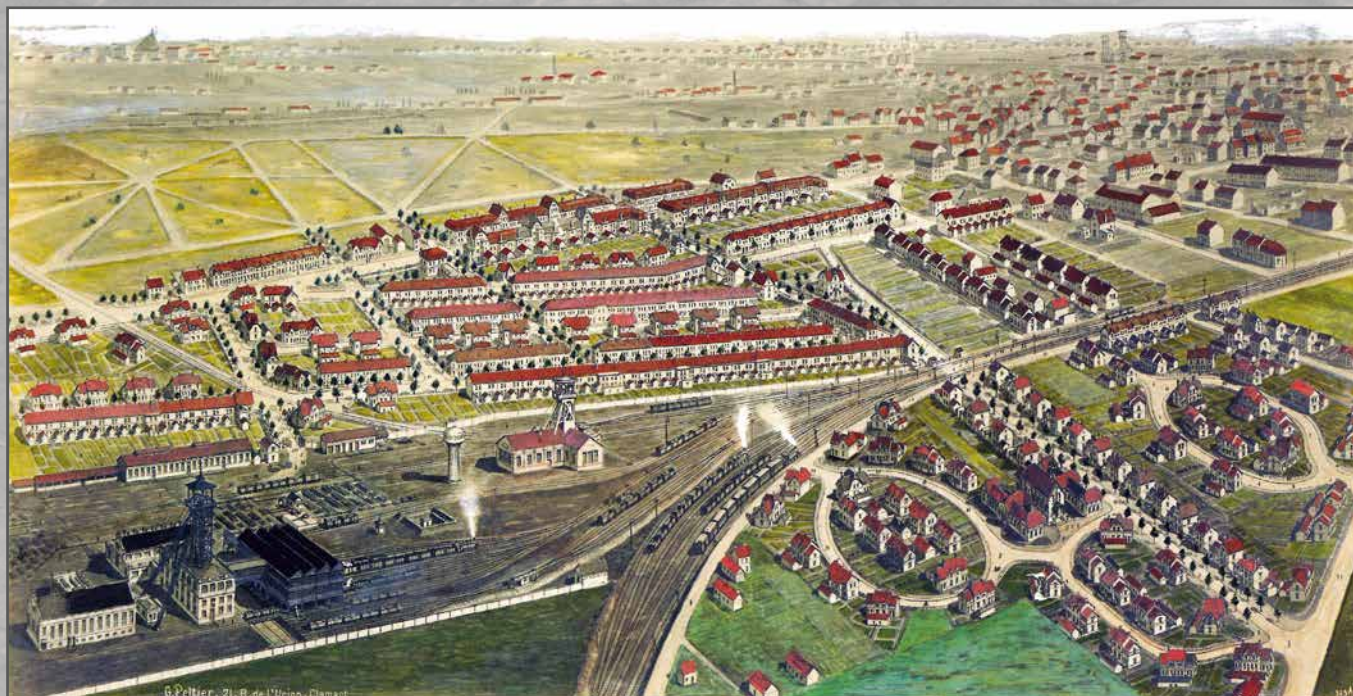
hors-série n° 27
AUTOMNE - 2019

Pour COMITÉ D'HISTOIRE mémoire

REVUE DES MINISTÈRES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET DE LA
COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Actes du colloque du 20 juin 2018
organisé à l'occasion de la parution de l'ouvrage collectif

La Mine en France :
Histoire industrielle et sociale



G. Peltier, 21, R. de l'Union, Clamart

SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS - Fosses N^{os} 2 et 2^{bis}, Cités Ouvrières

Cités des fosses 2 et 2bis, registre de planches
aquarellées de la Société des mines de Lens,
par G. Peltier, années 1920.

sommaire

Ouverture du colloque

- ❖ Allocution d'ouverture par **Anne-Marie Levraut** 4
- ❖ Présentation de l'ouvrage « La Mine en France : histoire industrielle et sociale »
par **Michel Pascal** et **Jean-Charles Besson** 7

Table ronde 1 - La contribution de la mine au développement économique et social de la France

Animée par **Thierry Pernet** 14
avec **François Duteil**, **Jean-Louis Escudier**, **Alain Liger**, **Gustave Defrance**

★ **Débat** 20

Table ronde 2 - L'après-mine, la mémoire de la mine, la mine aujourd'hui

Animée par **Souad Daho** 24
avec **Amy Benadiba**, **René Drouin**, **Jean-Luc Foucher**, **Laurent Michel**, **Michel Régereau**,
Jacques Testard, **Claude Trink**

★ **Débat** 32

Conclusion

- ❖ Allocution de clôture par **Luc Rousseau** 38

Comité d'histoire

41

Allocution d'ouverture

Anne-Marie Levraut, *Vice-présidente du Conseil général de l'environnement et du développement durable*

Monsieur le président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la garantie de droits des mineurs (ANGDM), monsieur le directeur général de l'ANGDM, monsieur le président du Comité d'histoire de l'ANGDM, monsieur le directeur général de l'Énergie et du climat, monsieur le vice-président du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et de la technologie, mesdames et messieurs les présidents-directeurs généraux, madame la députée, mesdames et messieurs les élus, mesdames et messieurs,

c'est avec un grand plaisir que je vous accueille dans cet auditorium au nom du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Cohésion des Territoires pour la conférence-débat de cet après-midi.

Cet événement a pour objectif de présenter et de rendre hommage à un travail historique et mémoriel important auquel plusieurs d'entre vous ont activement participé en écrivant des articles sur l'histoire industrielle et sociale de la mine, dans un ouvrage dont vous pourrez prendre connaissance dès aujourd'hui.

En raison du passé de ma famille, je lirai cet ouvrage au cours de l'été avec beaucoup d'attention. Je suis née à Saint-Étienne, dans la Loire. J'ai toujours vu des paysages de crassiers. Mon grand-père maternel était mineur de fond. Il est descendu au Puits Couriot. Ceux qui connaissent le Musée de la mine de Saint-Étienne le localisent. J'ai souvent rendu visite à mes grands-parents maternels dans des corons à Terrenoire, aujourd'hui disparus. Plus tard, j'ai eu l'occasion lorsque je travaillais à la Direction régionale environnement aménagement et logement (DREAL) de Rhône-Alpes d'être chef de la division Énergie et sous-sols et de m'occuper des derniers jours de la mine de Lamitre. La mine fait donc partie de mon histoire personnelle comme elle fait partie de l'histoire de l'industrialisation de la France et de la construction de notre économie moderne.

Le Conseil général de l'environnement et du développement durable est l'héritier d'une longue tradition institutionnelle, presque aussi ancienne que les prémices de la révolution industrielle dans les mines. En effet, les premières découvertes de charbon semblent dater

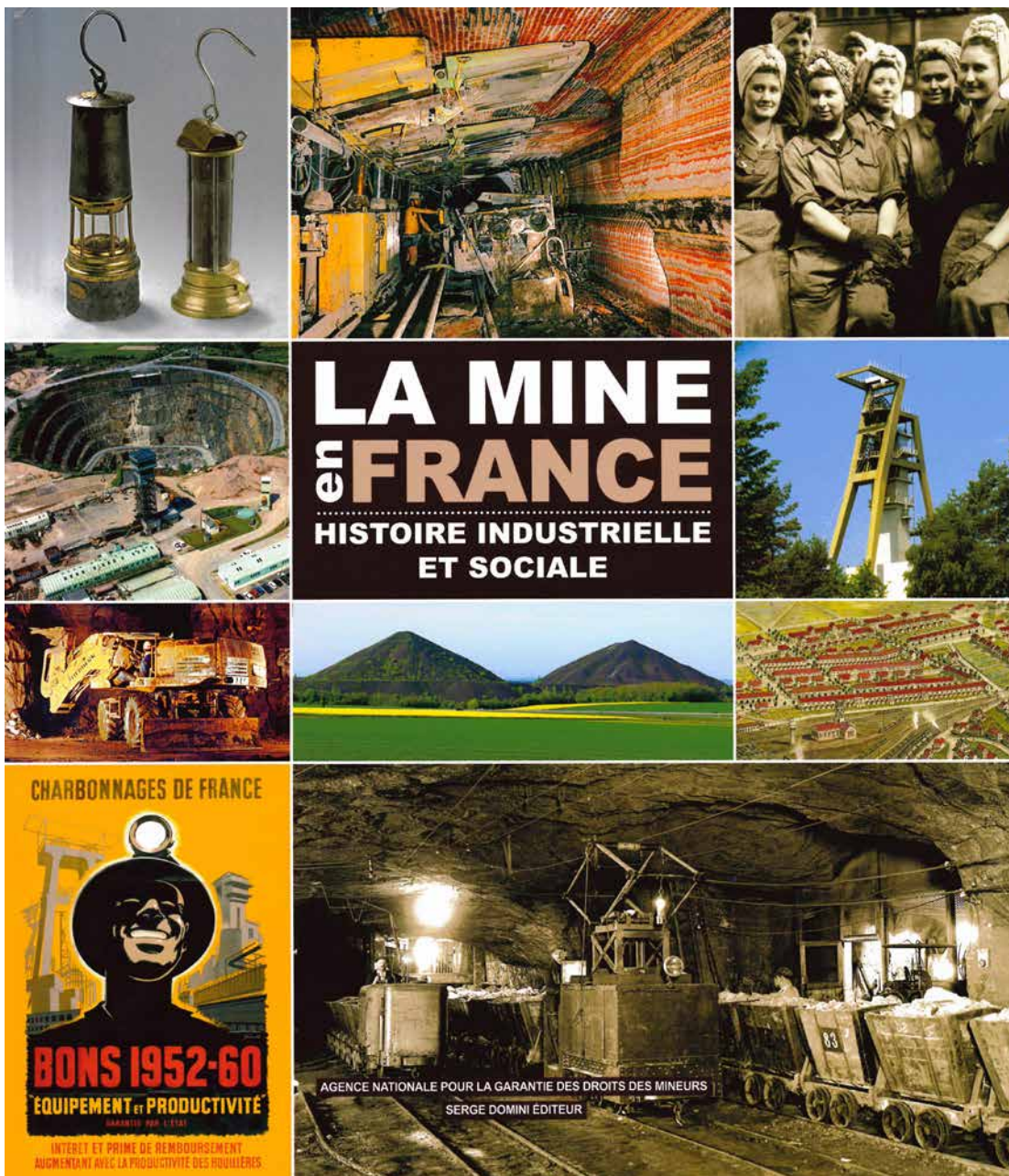
des années 1720-1730. Cette tradition s'incarna d'abord dans l'Assemblée des ponts et chaussées, créée par Daniel Trudaine en 1747. Il était intendant des finances, chargé du détail des ponts et chaussées. La longue histoire du Conseil général des ponts et chaussées (CGPC) s'écrit ainsi entre 1804 et 2008, avant la création des ministères actuels qui ont regroupé depuis dix ans les compétences de l'équipement, de l'environnement et de l'énergie. En 1830, la création du ministère des Travaux publics propulsa le CGPC dans le champ économique et industriel. Un directeur général des ponts et chaussées et des mines était alors présent au ministère. Cette compétence minière dura pendant de nombreuses décennies. En 2014, à l'occasion de la commémoration de la Grande Guerre, le Comité d'histoire de nos deux ministères a rappelé comment les ministres des Travaux publics avaient dû gérer la crise charbonnière qui frappait la France. Ils ont dû faire face à la nécessité de se reposer davantage sur les bassins miniers situés à l'arrière du front. Ils ont tenté de diversifier les ressources en énergie en relançant les grands barrages hydroélectriques et en jetant les bases d'une future industrie

nationale du pétrole. Puis, la constitution progressive d'un ministère de l'Industrie amena à ce que la politique minière de la France soit définie et menée dans ce cadre ministériel. Toutefois, les ministres des Travaux publics puis de l'Équipement continuaient d'être essentiellement concernés par la desserte des bassins miniers en réseaux d'infrastructures (lignes de fret ferroviaire, canaux, ports maritimes) et par les enjeux d'aménagement du territoire, liés au déclin des productions minières sur le sol national. Dès sa création, le ministère de l'Environnement s'est impliqué dans les aspects portant sur les ressources en eau, les installations classées, la pollution de l'air, les déchets et le paysage.

Aujourd'hui, la compétence en matière de mine, comme celle des projets de refonte du Code minier, reste partagée entre les ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Économie et des finances. Ce partage est symbolisé par le fait que j'assure l'ouverture de ces travaux et que Luc Rousseau prononcera la conclusion des débats. Sur le fond, nos deux Conseils généraux s'intéressent à la mine

Pour sa part, le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) a réalisé des missions ayant un lien avec les mines et les impacts environnementaux de l'après-mine. Par exemple, en Lorraine, des missions ont été réalisées sur les eaux d'exhaure et l'affaissement minier, en Alsace, sur le stockage des déchets industriels des anciennes mines de potasse. Avant 2008, la mission d'instruction générale spécialisée de l'Environnement puis l'Inspection générale de l'Environnement a œuvré en ce sens. Ainsi, en 2016, le CGEDD a soutenu la mission de Jean-Louis Subileau sur la relance économique, sociale et urbaine du bassin du Nord - Pas-de-Calais en formulant des propositions. Il a également été chargé d'un rapport sur la contamination d'habitants proches d'un site minier par des métaux lourds.

Le sujet traité dans l'ouvrage qui nous est présenté aujourd'hui est consubstantiel à ma personne. Aussi, je vous remercie chaleureusement pour cette initiative éditoriale qui me touche particulièrement. ★



Ouvrage disponible sur le site serge-domini.fr.

Présentation de l'ouvrage « la Mine en France : histoire industrielle et sociale »

Michel Pascal, directeur général de l'Agence nationale pour la garantie de droits des mineurs

Jean-Charles Besson, président du Comité d'histoire de l'Agence nationale pour la garantie de droits des mineurs

Jean-Charles Besson

Mesdames, Messieurs, je vous remercie pour votre présence. Je vais aborder la genèse du Comité d'histoire de l'ANGDM. Elle remonte au conseil d'administration de l'ANGDM du 10 décembre 2010. Il avait été décidé à l'unanimité de créer un Comité français d'histoire industrielle et sociale de la mine composé de personnes qualifiées, issues d'horizons divers, mais ayant en commun un passé en rapport avec l'activité minière. Cette mise en place a été effectuée sous l'autorité du président du conseil d'administration de l'ANGDM à cette époque, Jean-Marie Spaeth, et de son directeur général, Stéphane Layani. Le Comité, présidé alors par Claude Cremet, s'était engagé à œuvrer pour la préservation et la promotion de la mémoire industrielle de la mine. Cet engagement se réalisait en tant qu'instance placée à côté de l'ANGDM, dépourvue de personnalité juridique, pour des questions de simplicité. Cependant, nous disposons de toutes les possibilités en matière scientifique.

Ce Comité a notamment pour mission de promouvoir et d'effectuer tous les travaux de recherche sur l'histoire industrielle de la mine en France, de développer des partenariats et des synergies avec d'autres organismes, d'organiser des journées d'études, des séminaires et des colloques. Le Comité français d'Histoire industrielle et sociale de la Mine s'est donné pour première mission de faire connaître le passé minier au travers de son architecture et de ses lieux mémoriels. Un portail accessible à tous, des musées, des sites miniers remarquables de France a été créé sous l'action conjointe du Comité, de l'ANGDM et de l'Association des Communes minières de France (ACOM France). Il s'adresse à toute personne intéressée par ce que fut l'exploitation minière en France. L'objectif de ce portail est de localiser par le biais d'une carte interactive les musées et les anciens sites miniers en France et de présenter à une description synthétique de leurs principales caractéristiques.

L'activité minière passée a laissé place à un héritage devenu un témoin de l'histoire industrielle et sociale de chacune de nos régions. Grâce aux efforts de réhabilitation réalisés, ce patrimoine est dorénavant bien présent dans les paysages de France : des chevalements se dressent, des terrils dessinent des reliefs, des mines à ciel ouvert sont devenues des espaces lacustres et un patrimoine foisonnant de bâtiments apparaît comme la partie émergée de l'exploitation du sous-sol.

Dans le même esprit et sous l'impulsion de Michel Pascal, l'actuel directeur de l'ANGDM, et avec le soutien de ses présidents successifs, Daniel Cadoux et aujourd'hui Michel Régereau, a émergé en partenariat avec l'ACOM, l'idée de créer un ouvrage sur l'histoire industrielle et sociale de la mine en France.

Michel Pascal

Je vous remercie pour vos propos, monsieur le président. Je voudrais remercier tous les acteurs présents, dont le Conseil

général de l'environnement et du développement durable. Ce sujet concerne les anciens mineurs, mais également le Comité d'histoire du ministère en charge de l'équipement, de l'industrie et de l'énergie. Je remercie les présidents successifs du Conseil d'administration de l'Agence, ainsi que le secrétaire délégué du Comité d'Histoire. Je remercie en outre Bernard Waschkowski et Bertrand Oudry, les deux chevilles ouvrières de ce projet, ainsi que Souad Daho. Je remercie également Serge Domini, notre éditeur, accompagné de Patricia Maurice. Nous vous avons fourni le contenu, mais nous avons reçu une grande aide, notamment sur la mise en lumière et la mise en forme des articles. Nous remettrons ce livre à la fin de ce colloque.

Je remercie toutes les personnalités présentes, dont madame la députée et messieurs les élus. Je souhaiterais enfin remercier les rédacteurs. Une bonne partie d'entre eux sont présents dans la salle. Vous avez écrit gracieusement un ou plusieurs articles et vous nous avez fourni l'iconographie. Ce livre est extrêmement riche. Il me semble que beaucoup de personnes l'ont déjà acheté. Celles qui l'ont en leur possession peuvent notamment observer des lieux où elles ont travaillé. Bénéficier de toutes ces photographies dans le livre est très agréable. Il existe une sorte de communauté des rédacteurs. Dans ce cadre, nous avons une pensée pour Olivier Kourchid, un rédacteur décédé durant ce projet. Ce livre fait mention de sa disparition et il peut d'une certaine manière lui être dédié.

Il existe de nombreux livres sur la mine, mais je n'ai jamais trouvé de livre global sur la mine en France. J'ai trouvé deux livres sur le charbon en France, qui ne portaient que sur cette matière. À l'instar de Madame Levraut, nous sommes pour bon nombre des Français, des enfants ou des petits-enfants de mineurs. La mine a marqué durablement le pays. Elle est un peu à l'image de la famille : on l'aime ou on la déteste parfois, mais elle ne laisse personne indifférent. Ce livre essaie sous de nombreux angles d'en témoigner. Les 37 auteurs possèdent des profils très variés. Je remercie en outre les salariés de l'ANGDM. Parmi les auteurs, d'anciens acteurs de la mine mais également des chercheurs ont travaillé : des personnes qui ont vécu dans la mine et d'autres dont le travail consiste à œuvrer pour la recherche. Nous voyons bien qu'il s'agit de plus en plus d'un travail mémoriel. J'espère que ce travail durera. Nous avons consacré beaucoup d'énergie au cours de ces soixante dernières années à fermer les mines. Même si beaucoup d'actions ont été effectuées, cette mémoire nationale mérite probablement d'être développée.

Ce travail a nécessité deux ans au Comité de pilotage pour voir le jour avec une approche encyclopédique. Ce livre contient 248 pages. Un certain nombre de choix ont dû être opérés, même s'il nous a été indiqué que nous voulions trop en faire. Nous sommes tout de même parvenus à traiter en peu de pages beaucoup d'aspects sur les activités minières. Ce livre propose de nombreuses informations sur les techniques minières et sur la sécurité. Depuis deux

siècles, des travaux importants ont été conduits sur ce dernier aspect. Sur la dimension sociale, réglementaire et humaine, nous sommes au cœur du travail de l'Agence, et beaucoup d'éléments apparaissent sur ces sujets, par exemple, l'immigration ou les femmes et la mine, et bien sûr la protection sociale. L'après-mine est le cœur du travail de l'Agence. Nous avons également essayé d'affirmer l'importance de la mémoire de la mine. La situation présente et future de la mine en France est également évoquée. Il n'en existe presque plus en France. Celles qui restent sont très réduites. Cependant, l'activité minière dans le monde est importante et nous avons souhaité en parler.

Jean-Charles Besson

L'activité minière en France est une activité ancienne. Dès l'Antiquité, à l'époque gallo-romaine, on trouve des traces d'extraction minière. Au Moyen-Âge, de nouvelles substances ont émergé. Ensuite, à partir du XIII^e siècle et du XIV^e siècle, nous avons vu apparaître un certain nombre d'exploitations superficielles. En 1713, avec les traités d'Utrecht, le Nord de la France est séparé de la Flandre restée espagnole d'où venait le charbon. L'idée a consisté à chercher une prolongation en France (en Belgique aujourd'hui) du gisement flamand. Ces gisements sont aujourd'hui situés en Belgique, puis ils se sont ensuite déplacés vers l'ouest. Sur le plan de l'exploitation de charbon, le Nord - Pas-de-Calais a connu un développement considérable. Il a également été affecté par des catastrophes importantes, notamment avec la destruction de toutes

les infrastructures du bassin minier au cours de la Première Guerre mondiale. À l'issue du second conflit mondial, les grands bassins charbonniers français (dont la Lorraine, le Massif central, le Dauphiné et Montceau-les-Mines) ont été nationalisés, à l'exception de quelques petites exploitations éparses. Les objectifs productivistes de l'époque contribuèrent au redressement du pays. Sa consolidation faisait suite aux préconisations du Conseil national de la Résistance.

En 1960, une production s'élevant à 60 millions de tonnes est atteinte. Le ministre de l'époque a présenté un plan de récession pour amener la production de 60 millions de tonnes à 53 millions en 1965. Cette mesure a constitué le début d'un recul de la présence du charbon dans le bilan énergétique français. Cette récession continue a été partiellement différée par les chocs pétroliers. Ceux-ci ont permis à une nouvelle génération de pouvoir «aller au charbon».

Le fer est l'autre substance de base de l'essor industriel français et de l'Europe de l'Ouest. Le fer était disponible dans le sous-sol français. Les innovations technologiques ont permis d'améliorer l'exploitation de la fonte et de l'acier. Une période de développement inédite d'exploitation des bassins ferrifères de Lorraine, de l'Ouest et des Pyrénées s'est poursuivie jusqu'à la fin du XX^e siècle. Le bassin ferrifère de Lorraine a également connu ce développement, en raison de la mise au point d'un procédé adapté au milieu phosphoreux. Après ces périodes fastes marquées par un développement

spectaculaire, la crise sidérurgique des années 1970 et 1980 a porté un coup fatal dans ce domaine.

La potasse a connu un développement extrêmement important au cours des deux premières décennies du XX^e siècle. La mécanisation intensive et l'introduction de nouvelles méthodes ont permis à la production d'atteindre 7 millions de tonnes, avant d'être réduite et que nous mettions fin à un siècle d'exploitation.

Le sel est produit en France depuis des millénaires avec notamment l'exploitation des sources salées, des marais salants et des gisements souterrains. Pour les méthodes minières classiques, la mine de Varangéville a été mise en exploitation en 1955. La question du sel correspond à l'alimentation, l'agriculture, l'alimentation des animaux, le traitement de l'eau, les industries (les industries chimiques, notamment) et la viabilité hivernale. Cette activité emploie à ce jour 5 000 personnes pour ce qui concerne les gisements souterrains.

L'exploration pétrolière s'est véritablement développée en France après la Seconde Guerre mondiale. Depuis cette période, nous avons produit 100 millions de tonnes de pétrole et 300 milliards de mètres cubes de gaz. Nous en produisons encore.

L'uranium a connu un démarrage intensif après la Seconde Guerre mondiale, en 1945. Les premières campagnes d'exploration ont notamment mis en évidence les gisements du Limousin, de Vendée et de Lodève. Dans les années 1970, une

nouvelle vague de prospection a permis de mettre en évidence un gisement dans l'Aveyron. Cette période de prospérité d'un demi-siècle d'exploitation s'est arrêtée avec la fermeture de la mine de Jouac.

La France de l'ardoise est principalement celle des massifs anciens. Les toits des maisons de ces zones peuvent en témoigner. L'ardoise a notamment été exploitée dans le Massif armoricain, à l'Est et dans le bassin de l'Anjou, mais également dans les Ardennes, le Massif central, les Alpes et les Pyrénées. Ce domaine a pu résister à la concurrence étrangère.

Les mines métalliques ont tenu une place déterminante dans le développement industriel de la France au cours des deux derniers siècles. La production de ces métaux est assurée par environ 200 mines, mais 50 % de la production provient d'une quinzaine de sites. Certains sites ont une durée de vie longue et peuvent atteindre un siècle. Tandis que de très nombreuses mines n'ont été en production que durant quelques années.

L'activité minière demande des moyens humains et financiers. Elle a généré de nombreuses aventures entrepreneuriales. Elles n'ont pas toutes été couronnées de succès, mais certaines ont marqué l'histoire des mines. La mine de Peñarroya a été au milieu du XX^e siècle comparable au leader mondial actuel. SLN Le Nickel, l'exploitant historique du nickel en Nouvelle-Calédonie (qui représente à peu près 25 % des ressources

mondiales de nickel) appartient au groupe Eramet, le 2^e producteur mondial de manganèse, grâce à des gisements exploités au Gabon et découverts par les bureaux miniers. Ces bureaux miniers ont été regroupés au sein du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM). Le BRGM a permis de découvrir des gisements de classe mondiale. Pechiney a notamment pu travailler sur l'exploitation de bauxite dans le sud de la France.

Les techniques minières ont évolué avec le temps. Il était considéré historiquement qu'il convenait de parler de l'art des mines. Nous avons longtemps travaillé avec des méthodes empiriques, mais l'exploitation minière s'est nourrie de connaissances scientifiques modernes. Elle a su initier des mutations technologiques. Il est possible de considérer qu'elle est une marqueuse des techniques de son époque. Elle a été une industrie de haute technologie concentrant des problèmes de différents ordres, portant notamment sur la sécurité du personnel et la planification économique au milieu d'enjeux géopolitiques.

La dangerosité du travail dans les mines est un fait avéré et illustré au cours de l'histoire par de nombreux accidents individuels et collectifs. Le fait de descendre dans la terre confrontait les mineurs à plusieurs éléments : l'air, qu'il est nécessaire de maîtriser, l'eau qui peut noyer, le feu, l'explosion du grisou, la poussière et la terre qui peut ensevelir. L'impératif de sécurité s'est donc imposé progressivement. La catastrophe de

Courrières de 1906, au-delà de son tragique bilan, a eu un impact majeur sur la prise de conscience des exploitants miniers et des pouvoirs publics. Ces remises en cause ont conduit, outre les évolutions réglementaires, jurisprudentielles et comportementales à la mise au point de stations d'essai et à la création du Centre d'Études et Recherches des Charbonnages de France (CERCHAR). En 1990, ce dernier deviendra l'institut national de l'environnement et des risques (INERIS), avec pour mission de faire réaliser des études et des recherches permettant de prévenir les risques sur la sécurité des personnes et des biens, ainsi que sur l'environnement. Plusieurs méthodes ont été mises au point, notamment dans les travaux de recherche sur la sécurité minière, telles que le recours à l'interdisciplinarité, la complémentarité des approches et la flexibilité intellectuelle face à des phénomènes imprévus.

Michel Pascal

Je suppose que vous avez déjà envie de tout savoir sur les techniques d'extraction du sel ou de la potasse. Vous aurez compris que le livre *La Mine en France* est un livre de référence. Des pages de bibliographie sont présentes pour approfondir ces différents aspects.

La dimension réglementaire, sociale et humaine est également extrêmement importante dans le document. Je songe notamment à la loi et à l'intervention de l'État. L'État était assez présent et il l'est toujours sur l'ensemble des opérations. Nous trouvons dans cette partie ce qui fait parfois la spécificité de

l'activité de la mine. Elle montre parfois son caractère exemplaire sur d'autres secteurs économiques ou industriels de la France. Je pense notamment aux éléments de protection sociale et de santé. Concernant la protection sociale, en relisant une référence à M. Escudier, je prends l'exemple du travail des enfants. La mine a été la première activité industrielle française à réglementer le travail des enfants. En 1813, il a été interdit aux enfants de moins de dix ans de travailler dans la mine. Cette perspective donne une idée du chemin parcouru en deux siècles en termes d'avancée sociale

Dans ce chapitre, pourront être observés la loi de 1894 pour la protection sociale, le statut du mineur en 1946 et la création du Service des mines. Nous avons créé, pendant la Révolution Française, le corps des ingénieurs des Mines pour exploiter les mines mais aussi les contrôler sous la Convention et peu après. L'appellation corps des mines est restée, alors que les ingénieurs des mines d'aujourd'hui ne s'occupent plus de mines. Ce chapitre fait également part de la création des délégués mineurs. Pour la première fois, dans les sites industriels, des responsabilités étaient données aux salariés sur le contrôle de leurs conditions de travail. Des aspects portent également sur la médecine. La médecine des mineurs est une médecine intégrée avec des médecins et des infirmières. Je salue Gilles de Lacausade, directeur général de la Caisse d'assurance nationale de sécurité sociale dans les Mines, présent dans la salle, accompagné de sa directrice de l'offre de soins, Laurence David.

Des chapitres portent également sur les femmes qui travaillent dans la mine. La santé est également abordée, au même titre que les vacances, l'action sanitaire et sociale. L'hôtel Régina à Berck accueille encore aujourd'hui des anciens mineurs. En ce qui concerne l'après-mine nous avons souhaité rappeler les conversions. J'entends par là la conversion et la reconversion des territoires et des hommes..La technique et l'environnement sont des aspects très actuels. Des contrôles de sécurité, de l'environnement, d'anticipation et de requalification se déroulent. Ils pourront également être évoqués lors des tables rondes. La garantie des droits des mineurs est l'une des missions de l'Agence. Nous l'évoquons dans cet ouvrage. L'Association des communes minières a travaillé en partenariat avec nous. Elle est présidée par Jean-Pierre Kucheida qui est représenté aujourd'hui par René Drouin, par ailleurs administrateur au Conseil d'administration de l'Agence et maire de Moyeuville-Grande. Des images d'usines sont également présentes. J'ai travaillé durant neuf ans dans le Nord - Pas-de-Calais où des usines automobiles s'installaient sur le territoire en lieu et place des mines. .

La mémoire de la mine est importante, il est souhaitable de la structurer. Dans les années à venir, beaucoup d'initiatives seront prises je l'espère. Le livre évoque notamment la présence d'une cinquantaine de musées en France et plus de cent sites miniers remarquables. Nous avons créé un site Internet des sites miniers remarquables. Il permet de les situer sur une carte de France. Si

vous partez en vacances, vous cliquez à l'endroit où vous partez et vous pouvez découvrir ces sites. Parmi les musées importants figurent les musées du charbon, dont ceux du Nord, de l'Est et de Saint-Étienne. Deux articles de cette partie portent sur les écoles des Mines. L'un concerne le fond historique de l'École des Mines de Paris. Et l'autre retrace l'histoire des écoles des Mines. Gustave Defrance pourra notamment nous raconter la vie de ces écoles des Mines.

Jean-Charles Besson

Concernant le sujet « la mine en France, aujourd'hui et demain », à ce jour, des efforts de recherche sont entrepris, notamment sur les métaux stratégiques toujours bien présents dans les enjeux planétaires. La production se poursuit outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, en Guyane et également avec une dimension plus limitée sur le sol métropolitain. L'activité de ces mineurs poursuit celle de leurs prédécesseurs qui ont permis d'écrire des pages significatives de l'histoire industrielle et sociale de notre pays. Cette activité qui s'est poursuivie de génération en génération pendant deux siècles s'est enrichie d'une aventure humaine faite d'efforts, de drames, de conflits, mais aussi de progrès social, de développement économique et d'innovation technologique. Le livre développe ainsi abondamment ce qui vient d'être présenté brièvement. ★

Projection d'une vidéo. <https://youtu.be/bJrComtwd8>

• Les illustrations du présent fascicule sont reproduites avec l'aimable autorisation de l'ANGDM/Serge Domini Éditeur.



Apprenti-mineur posant avec une perforatrice à air comprimé, fin des années 1940 (Musée des mines de fer de Neuchef).

Table ronde n° 1

La contribution de la mine au développement économique et social de la France

La contribution de la mine au développement économique et social de la France

Table ronde animée par **Thierry Pernette**, directeur régional adjoint région Grand Sud de l'ANGDM

avec

François Duteil, *président de l'Institut d'Histoire sociale Mines Énergie*

Jean-Louis Escudier, *chargé de recherche au CNRS*

Alain Liger, *ingénieur général des Mines, Société de l'industrie minière*

Gustave Defrance, *ingénieur général des Mines, directeur de l'École des Mines de Douai de 1989 à 1994*

Thierry Pernette

L'histoire de la mine peut se décliner en plusieurs histoires : une histoire industrielle et économique, et une histoire sociale. Elle relève avant tout de « l'Histoire » humaine avec un grand H et de la solidarité. Cette première table ronde s'attachera à mettre en lumière la contribution de la mine au développement économique et social de la France, au travers de plusieurs points de vue, ceux d'éminentes personnalités que je vais présenter.

Monsieur Alain Liger est un ancien élève de ParisTech. Il est ingénieur général des Mines honoraire.

Monsieur, vous avez consacré votre carrière à la fois à l'industrie et à l'administration. Dans l'industrie, vous avez tenu durant vingt ans des positions opérationnelles de responsabilités stratégiques d'exploitation et de dével-

oppement dans les groupes miniers français BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) et britannique Billiton. Vous avez également été ingénieur d'exploitation. Au sein de l'administration, vous avez été directeur adjoint de l'École des Mines d'Alès, directeur régional, d'abord de la DRIRE (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) puis de la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), secrétaire général du Comité pour les Métaux stratégiques (COMES) et membre du Conseil général de l'Économie.

Monsieur Jean-Louis Escudier, chargé de recherche au CNRS, est membre du laboratoire montpellierain d'économie théorique et appliquée.

Monsieur, vous développez depuis plusieurs années un programme de

recherche sur la relation capital-travail dans l'industrie minière. Vous vous intéressez plus précisément au rôle du développement humain (formation, santé et protection sociale) dans la croissance économique et l'influence des changements technologiques sur la formation et la qualification des différentes catégories du personnel. Ce programme de recherche a donné lieu à de nombreuses publications dans des revues scientifiques. Vous avez également cadré plusieurs thèses sur la dynamique longue du système productif et de la protection sociale.

Monsieur François Duteil, vous êtes ancien dirigeant fédéral et national de la Confédération générale du travail (CGT). Vous êtes Président de l'Institut d'Histoire sociale Mines Énergie.

Monsieur Gustave Defrance, vous êtes ingénieur général des Mines

honoraire. Ancien élève, vous avez été professeur d'exploitation des Mines, secrétaire général de l'École des Mines de Douai, puis directeur de l'École des Mines d'Alès, directeur de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) du Nord - Pas-de-Calais et de l'École des Mines de Douai, ainsi que directeur de la Prévention des risques au ministère de l'Environnement.

Ma première question s'adresse à Monsieur Liger. Vous avez contribué à la rédaction de plusieurs articles du livre, ce remarquable ouvrage, en particulier sur la loi minière. J'aimerais que vous nous parliez de celui sur les mines métalliques. Ces mines sont assez méconnues par rapport aux mines de charbon et de fer. Pouvez-vous nous expliquer la nature de ces mines, leurs caractéristiques et leur importance dans la révolution industrielle du XIX^e siècle ?

Alain Liger

J'ai en effet écrit un article portant sur l'histoire des mines métalliques au XIX^e et au XX^e siècle. Il existe des monographies proposées par les musées, des associations locales, des historiens et des universitaires. Il existe des synthèses venant de géologues essentiellement. Il existe en outre des synthèses par région. Je n'ai pas trouvé précisément ce que je cherchais, j'ai donc été obligé de rassembler des documents et de les synthétiser.

J'ai d'abord constaté sur un plan macroscopique que ces mines métalliques avaient contribué à alimenter la révolution industrielle au XIX^e siècle. Nous nous situons à un niveau différent de

ceux du charbon et de l'acier. Le plomb, l'or et l'argent étaient exploités depuis longtemps. Lorsque la métallurgie a fait des progrès, les usages ont fait des progrès. Ces progrès sont corrélés. Durant le Second Empire, nous trouvons des mines de zinc, notamment avec les structures en zinc des rénovations parisiennes d'Hausmann. Peu après, nous avons trouvé comment réduire la bauxite pour fabriquer de l'aluminium. Les mines de bauxite se sont développées de manière assez extraordinaire. La situation a été identique pour l'antimoine et un certain nombre de substances ayant aidé au démarrage de l'industrie chimique. Par exemple, dans la région de Lyon, mais pas seulement, à la fin du XIX^e siècle, le soufre s'est développé. Puis l'uranium a connu une croissance au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Nous avons disposé de cette ressource disponible sur le territoire national. Il est assez intéressant d'observer les ouvertures et fermetures de mines durant cette période s'étalant du Second Empire à 1930. D'autres évolutions ont également eu lieu après, mais cela témoigne aussi de notre passé. J'avais réalisé un diagramme de l'ouverture et de la fermeture de ces 200 mines. Il n'a pas été publié, car il était illisible dans le cadre du livre. Cependant, ces éléments témoignent probablement des capacités futures du territoire métropolitain et de ce dont notre future économie aura besoin.

Thierry Pernet

Qu'en est-il concernant le dynamisme entrepreneurial ?

Alain Liger

Sur un plan plus microéconomique, nous abordons la place de ces mines métalliques dans leur environnement. Globalement, ce sont de petites mines. En termes macroéconomiques et en termes d'emplois nationaux, elles représentent très peu par rapport aux mines de charbon. Cependant, elles possèdent localement une importance fabuleuse. En 1900, à une quinzaine de kilomètres de Rennes, une mine de plomb et de zinc employait 1 000 personnes. Vers 1800-1820, une mine située plus à l'ouest en Bretagne employait 1 000 personnes, dans un milieu agricole. Ces mines ont fermé pour diverses raisons, mais il existe d'autres exemples dans d'autres régions de France. Ces mines témoignent notamment du dynamisme entrepreneurial.

Un constat est totalement partagé avec les mines de charbon. Il apparaît qu'au XIX^e siècle le panorama est totalement différent de celui que nous avons connu durant la deuxième moitié du XX^e siècle. Nous observons une floraison de petites sociétés indépendantes. Concernant les mines métalliques, pour répondre aux enjeux industriels précités, des associations de financiers et de techniciens locaux ou régionaux se développent et créent des sociétés. Souvent, plusieurs noms dénomment la même mine. Il n'existe pas d'explorations par sondage à l'époque. Les explorations sont effectuées avec des travaux souterrains qui coûtent beaucoup d'argent. Quelquefois, les recherches ne mènent à rien et la société fait faillite. Une autre recommence et des exploitations voient le jour.

Ce dynamisme entrepreneurial est présent dans toutes les régions de France où ces métaux existent. Ce constat est assez impressionnant à observer, notamment avec toutes les références en matière de sociétés, leurs dates de création, etc. Ce sujet mérite une thèse d'histoire.

Thierry Pernette

Pouvez-vous nous parler de l'article sur la loi minière ?

Alain Liger

Au XIX^e et XX^e siècle, nous sommes dans le cadre du Code Napoléon. Il existait un certain nombre d'ordonnances royales qui ont affirmé le pouvoir du souverain. Elles ont également posé des jalons en matière de fiscalité, de sécurité des travaux essentiellement et quelquefois des travailleurs. La convention a balayé ces ordonnances avec une loi très libérale qui a rendu la totalité des substances minérales aux propriétaires du sol. Cette situation a duré une vingtaine d'années (1791-1810). Puis la loi de 1810, sous Napoléon, a été promulguée, qui donnait à l'État la propriété des substances minières. Les mines se développent après 1830 avec la croissance industrielle économique. Cette loi pose des jalons et crée une administration. Cette administration sera chargée de contrôler, de décrire et de visiter les lieux. Nous trouvons dans les Annales des mines beaucoup d'articles forts instructifs sur ce sujet. Cette évolution me semble différente et va structurer la suite. Beaucoup de textes spécifiques suivent cette période. Ils se situent plutôt vers la fin du XIX^e siècle

et non juste après Napoléon. Certains textes sont apparus à cette dernière période, mais ils restent très limités.

À cette époque, le secteur se constitue essentiellement des mines de charbon. Parallèlement à cette situation, la société et le code du Travail ont évolué, notamment en termes de sécurité. Les modes de représentation des travailleurs ont évolué, ainsi que le code de l'Environnement. Des conventions collectives sont présentes dans tous les secteurs. Je n'affirme pas que, dans ce cadre, a été atteint le même niveau que les dispositifs du secteur minier. Nous pourrions nous demander à moyen terme s'il reste quelque action qui vaille la peine d'être traitée spécifiquement dans une loi minière, en dehors de la relation avec le propriétaire du sol qui représente un facteur fondamental. Le reste a inspiré en partie la réglementation des travailleurs des autres secteurs industriels. Tous ces éléments se sont inscrits sur la base de la loi minière de 1810, qui en tant que telle n'a pas créé des évolutions, mais en a permis 70 ans après, en 1880-1890.

Thierry Pernette

Je voudrais m'adresser maintenant à Monsieur Escudier. Vous décrivez un système avant-gardiste de 1880 aux années 2000. J'ai relevé l'emploi de l'expression « paléo protection ». Pouvez-vous nous expliquer ce terme et nous retracer l'évolution fondamentale de la protection sociale durant cette période ?

Jean-Louis Escudier

Je parle de « paléo protection » sociale. Je me suis autorisé ce type de néolo-

gisme pour la période courant jusqu'à la protection sociale bâtie sur l'assurance sociale professionnelle obligatoire. Elle sera le schéma qui sera généralisé par les assurances sociales dans l'entre-deux-guerres, avec les lois de 1928 et 1932 et ensuite après la Libération, en 1946, avec la Sécurité sociale. J'inclus dans cette « paléo protection » tout ce qui se situe avant la loi de juin 1894, instaurant dans les mines cette assurance professionnelle obligatoire. « Paléo » fait référence à la paléontologie et donc à des temps très anciens. La mine renvoie aux premiers temps de la protection sociale. Nous situons généralement un arrêt d'Henri IV comme étant les premières prémices de la protection sociale dans les mines, avec le secours qui doit être porté aux blessés. La mine a un caractère dangereux mais indispensable. Il est nécessaire de prendre en compte ce monde stratégique. Pour ces raisons, va être créé tout cet arsenal juridique et législatif. Pour faire la guerre, il faut du charbon, du fer. Plus la situation évoluera vers la guerre moderne, plus ils seront nécessaires. Ce secteur est extrêmement stratégique et sensible. Qui plus est, il est dangereux. Il est souhaitable d'attirer des ouvriers et de les garder, ainsi que de travailler avec des personnes qualifiées. Cette question va donc se poser très tôt.

Les formes de protection sociale anciennes sont destinées à protéger les ouvriers, mais également les contrôler. Le contrôle social est toujours en filigrane. Parallèlement, au-delà du salaire, la présence du logement et les formes de protection sociale sont des produits d'appel. Pendant longtemps, il est dif-

ficile de dissocier la protection sociale des enjeux stratégiques et économiques pour développer un secteur avec des ouvriers qualifiés. Cette « paléo protection » sociale est polymorphe et renvoie également à toutes les différentes philosophies sur la protection sociale. Nous les rencontrons encore de nos jours. J'évoque dans ce cadre une philosophie libérale qui renvoie plutôt à la prévention : avec un salaire élevé, les ouvriers doivent consacrer une part de celui-ci à des formes de protection (maladie, accident ou retraite). Cette vision sera plutôt qualifiée de libérale à partir du XVIII^e siècle. Il existe une forme plus dirigiste et interventionniste relative à tout ce qui va être très développé dans les mines, mais également dans les autres secteurs et qui se nomme le patronage. Nous allons l'appeler le paternalisme avec les formes de protection sociale développée par les grandes entreprises, comme la Compagnie d'Anzin, Le Creusot dans la métallurgie, Schneider, ou la Grand'Combe dans les Cévennes. Ces formes associent à la fois la protection sociale et un contrôle social très strict. Les compagnies assurent le logement, fournissent un médecin, des soins, voire un hôpital et des sortes de pensions de retraite. Cependant, ces prestations ne sont pas acquises par le salarié. La grande différence avec ce que sera l'assurance professionnelle obligatoire est que ces formes toujours conseillées individuellement peuvent être remises en cause à chaque fois. Elles renvoient également aux mouvements sociaux qu'ont connus notamment les mines de charbon. Par exemple, un ouvrier licencié perdait tous ses droits

à la retraite. Nous retrouvons toujours le terme assez significatif de « sacrifice », utilisé alors par les compagnies. Des tas de brochures de la Compagnie d'Anzin, de la Compagnie de la Grand'Combe ou de Schneider détaillent tous les « sacrifices » que les compagnies réalisaient pour les ouvriers. Nous y associons les écoles souvent religieuses, les églises, les temples (protestants), les aspects de protection sociale au sens où nous l'entendons à ce jour, et le logement. Ces mesures sont extrêmement larges et atteignent des sommes considérables. Il est nécessaire d'avoir conscience que derrière celles-ci existent un contrôle social et la nécessité de disposer d'ouvriers qualifiés et de les garder. Durant longtemps, l'ouvrier est très mobile. Il est capable de partir vite et de monnayer ses services dans une autre compagnie. La grande rupture avec cette « paléo protection » sociale est l'instauration de l'assurance sociale obligatoire. Cette dernière est l'objet de grands débats. Durant une quinzaine d'années, des débats préparatoires parlementaires se déroulent. Pour certains, ces réflexions vont constituer un laboratoire. Si cette protection sociale fonctionne, elle pourrait être généralisée. Pour d'autres, ces mesures doivent rester une exception. L'histoire montre qu'une généralisation a eu lieu dans ce que nous nommons la protection sociale « à la française ».

Thierry Pernette

Monsieur Duteil, vous abordez des thèmes qui paraissent aujourd'hui intemporels : l'immigration dans les mines, le syndicalisme et les relations sociales. Je souhaiterais que vous nous

parliez de l'immigration. Vous évoquez dans ce livre le fait que l'immigration est liée à l'exploitation charbonnière au XX^e siècle. Ce phénomène est très important.

François Duteil

Préalablement, je vais évoquer deux ou trois aspects, afin d'expliquer ma démarche. Je ne suis pas issu du milieu de la mine, je suis électricien. Cependant, ma responsabilité syndicale m'a appris à aimer les mineurs. Je suis passionné à chaque fois que je discute avec des mineurs. Ils ont marqué de leur empreinte le syndicalisme français et les mouvements sociaux. En second lieu, je suis un militant de l'histoire sociale. Je ne suis pas historien, mais j'essaie de ne pas juger et de donner à comprendre et à connaître. C'était le sens de notre contribution qui n'est pas officielle, mais qui montre ce qu'a été le syndicalisme des mineurs dans sa construction, ses contradictions et sa réalité actuelle. Ma troisième remarque concerne le fait qu'enfin un livre traite à la fois des techniques de l'industrie et des questions sociales. Il existe une littérature abondante sur le monde minier. Cependant, trop souvent, ces sujets ne sont pas abordés ensemble. Enfin, l'histoire de la mine et des mineurs n'est pas terminée, contrairement à ce que certains prétendent.

En tant qu'ancien syndicaliste et en tant que citoyen, la question de l'immigration doit nous préoccuper par rapport à ce qu'il se passe actuellement. Je n'évoque pas seulement le débat sur les travailleurs migrants. Avant et après 1946, l'immigration est une variable d'ajust-

ement dans la politique d'emploi dans les mines. Ce constat est également valable pour la période postérieure à 1982, avec les 30 millions de tonnes promises par François Mitterrand et l'arrivée des mineurs marocains. Non sans contradictions, le monde de la mine a su accueillir des immigrés. Il s'agit d'une grande caractéristique de ce milieu et des mineurs dans leur globalité. Les mineurs se sont intégrés, y compris dans le syndicalisme : la première occupation du fond a lieu avec des mineurs polonais. Je ne souhaite pas m'immiscer sur le terrain politique, mais un constat apparaît lorsque j'établis la comparaison avec aujourd'hui. Dans les communes minières, la mine a su créer de l'activité avec le travail, mais également tout ce qui est périphérique (loisirs, sports, musique, etc.). Aujourd'hui, depuis que les mines sont fermées, des sentiments de rejet de l'autre existent. Ce constat me préoccupe. L'expérience de la mine peut nous aider en tant que citoyens sur ces questions.

Thierry Pernet

Monsieur Defrance, vous êtes certainement le mieux placé pour évoquer le fonctionnement d'un certain nombre d'écoles des mines que vous connaissez. Vous avez une carrière d'ingénieur des mines et j'aimerais que vous nous parliez de ces écoles.

Gustave Defrance

Parler des écoles des mines revient à parler d'un certain nombre d'écoles que vous connaissez. Vous les retrouvez dans le livre avec beaucoup de détails. L'École des Mines de Paris a été créée en

1783. L'École des Mines de Saint-Étienne a été créée en 1816. Celle d'Alès a vu le jour en 1843. L'École des Mines de Douai a été créée en 1878 et celle de Nancy en 1919. Ensuite, nous entrons dans la période actuelle. Les écoles de Nantes et d'Albi-Carmaux ont été créées en 1990. Les écoles des mines sont aujourd'hui associées aux écoles des Télécoms pour créer un Institut Mines-Télécoms qui prend forme et se développe. Par exemple, dans le Nord - Pas-de-Calais, les Mines de Douai sont associées à Télécom Lille pour créer l'institut Mines-Télécoms Lille-Douai. Nous sommes en pleine période de mutation. Elle représente une occasion supplémentaire d'observer comment les écoles des mines ont vécu au cours des siècles.

Les écoles des mines se réfèrent à un ensemble d'éléments. Tout d'abord, il est nécessaire de ne jamais oublier le rôle joué par les associations d'anciens élèves, que nous nommons alumni. Les directions d'école ont toujours eu des rapports constructifs avec les associations bien organisées. Ces associations interviennent sur tous les sujets. Un peu de la même manière, dans l'orbite des écoles des mines existent les Annales des Mines créées en 1794, ainsi que toutes les publications de la Société de l'Industrie minière, créée en étroite relation avec l'École des Mines de Saint-Étienne. Toutes ces structures publiaient des revues techniques très développées. Ainsi, lorsque nous évoquons les écoles des mines, il est nécessaire de regarder cet ensemble.

La force des écoles des mines est certainement leur capacité à développer des relations avec les entreprises :

les entreprises minières, puis avec les houillères de bassins ainsi que le monde des entreprises. Une volonté de correspondre aux besoins était présente. Un homme illustre ce souci de rénover l'enseignement. Il s'agit de Bertrand Schwartz, qui était Directeur de l'École des Mines de Nancy dans les années 1960. Il a totalement renouvelé l'enseignement et la pédagogie, en conservant ce qui a toujours constitué une force : les stages des élèves dans les entreprises. À cette époque, les stages amenaient des contrats de travail avec des salaires.

Naturellement, dans le cadre de ces relations avec les entreprises, les écoles des mines ont été amenées à s'intéresser à la formation continue. Dans ce cadre également, Bertrand Schwartz a été un modèle. Il a proposé de nombreuses idées. Les écoles des Mines d'Alès et de Douai ont vu leurs premiers diplômes d'ingénieur reconnus par la commission des titres par le biais de sections complémentaires. Jusqu'en 1960, les écoles des Mines de Douai et d'Alès ne donnaient pas le diplôme d'ingénieur. Ce constat n'empêchait pas qu'en 1900, 50 % des diplômés de ces écoles travaillaient en tant qu'ingénieurs pour les exploitations. Cependant, le diplôme a été attribué pour la première fois au titre de la formation continue en 1960.

Parallèlement, les écoles des mines se sont intéressées à la recherche-développement. Grâce à la création d'une structure qui a donné beaucoup de soucis à la Cour des Comptes, les écoles des mines ont passé des contrats de recherche avec l'ensemble des entreprises. Cette démarche a représenté une possibilité

de développer ces écoles. Dans ce contexte, il est souhaitable de citer Pierre Laffitte qui a créé à Sophia Antipolis la première technopole européenne. Avec 1 500 entreprises présentes à Sophia Antipolis, elle reste la plus dense des technopoles en Europe.

Au-delà de la formation des ingénieurs, ces écoles ont également été très présentes dans les premières nurseries et incubateurs d'entreprises. À tel point qu'à Alès la création des entreprises semble l'emporter sur la formation des ingénieurs. Il existait une demande remarquable en matière de création d'entreprises.

L'une des forces des écoles des mines est le lien avec le corps des Mines. Ce lien était naturel, étant donné que les directeurs des écoles des Mines ont été durant des siècles des ingénieurs du corps des Mines. Par ailleurs, le service des Mines a vu s'associer des ingénieurs du Corps des Mines, sortis de Polytechnique et de l'École des Mines de Paris, avec des ingénieurs des travaux publics de l'État (ITPE), sortis des écoles des Mines d'Alès et de Douai. Ces associations ont fonctionné durant des générations où les jeunes ingénieurs du Corps des Mines trouvaient dans le Service des Mines des ingénieurs confirmés, avec lesquels s'établissaient des relations qui ont toujours suscité mon admiration. En effet, elles étaient extrêmement constructives. Le symbole de ces rapports constructifs est ce qui s'est déroulé après la catastrophe de Courrières où, en 1906, 1 099 personnes ont péri. Nous avons un peu oublié en France que les poussières pouvaient être aussi dangereuses que le grisou. Après

cette catastrophe, nous avons constaté la nécessité de modifier de fond en comble les éléments. Nous avons créé des centres de recherche, notamment à Liévin, où un ingénieur du Corps des Mines nommé Jacques Taffanel a inventé des méthodes nouvelles pour lutter contre les poussières. Associé avec un homme nommé Eugène Fenzy (ingénieur TPE, sortant de l'École des Mines de Douai), il a créé les premiers appareils respiratoires. Dans le monde entier, ces deux noms continuent à être d'actualité.

La mine a ainsi été à l'origine de nombreuses évolutions. Il est nécessaire de souligner que les ingénieurs sortis des écoles des Mines se sont beaucoup intéressés à l'hygiène, la sécurité et la maîtrise des risques. Un certain nombre d'entre eux ont été des promoteurs d'une démarche nouvelle : en matière de sécurité et de prévention des risques, il était nécessaire d'essayer de mettre en place des concertations avec toutes les parties prenantes. Les ingénieurs du corps des Mines avaient beaucoup appris en fréquentant les délégués mineurs. Il n'était pas si simple d'entreprendre une relation constructive entre le service des Mines et les délégués mineurs. Toutefois, au travers de ce travail, le service des Mines a appris à promouvoir la concertation et cette démarche continue à ce jour. Les premières mesures de la pollution atmosphérique, chères au ministère de l'Environnement, ont été créées par des ingénieurs des écoles des Mines. Nous avons créé par la suite des secrétariats permanents pour la prévention des pollutions industrielles. Nous avons

créé des Comités locaux d'information et de concertation (CLIC). Ces éléments sont fondamentaux en matière de sécurité. Des travaux de recherche-action ont également été menés. Ces actions permettaient de préparer la maîtrise des risques de la mine dans un certain nombre de domaines, tels que la chimie et le nucléaire.

Thierry Pernette

Je vous remercie, car nous avons bénéficié d'excellents échanges et l'ouvrage vous permettra au travers de ses excellents articles d'approfondir les sujets que nous avons abordés. ★

Débat

Raymond Frackowiak

J'ai été mineur de fond durant treize ans en tant qu'agent de maîtrise. Après ma reconversion, j'ai travaillé dans une centrale électrique des mines. En 1981, avec la loi de démocratisation, j'ai été membre du conseil d'administration des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC). J'ai participé aux différents niveaux de l'entreprise à différents moments de ma carrière. Je suis toujours très intéressé par les colloques portant sur la mine, sujet que je connais bien. J'ai participé à plusieurs événements, mais j'ai toujours eu un regret : nous y évoquons essentiellement la technique, nous parlons brièvement de l'aspect social et nous n'abordons pas suffisamment l'aspect humain. Ce sujet mérite énormément de témoignages. François Duteil a évoqué l'immigration. Nous pourrions écrire des livres sur ce sujet, ainsi que sur les conditions de travail des mineurs. La bataille du charbon en 1948 a également été mentionnée. Un film magnifique est sorti sur cette histoire. J'ai suggéré au Directeur général de l'ANGDM de le projeter. En regardant, en lisant et en expliquant, nous pouvons vivre le travail de ces mineurs à cette époque. À ces derniers, nous n'avons apporté aucune réponse à la loi d'amnistie de 1981. Nous avons réhabilité les généraux factieux de l'OAS, mais nous ne l'avons pas fait pour les mineurs. L'organisation syndicale mène encore la bataille pour qu'ils le soient en totalité. Existe-t-il réellement une volonté d'évacuer ces aspects sociaux et humains ? Les hommes de la mine ont joué un rôle important. Je suis fils de mineur et j'ai vu mon père mourir de la silicose. Un mineur, avec 20 % de silicose, était enlevé de la taille pour aller travailler dans les traçages, ce qui n'arrangeait rien. Quand mon père a été âgé de plus de vingt ans, ses supérieurs l'ont fait remonter au jour. Il était catégorie 5 du fond et il était positionné catégorie 2. Alors il ne disposait plus des moyens pour se soigner correctement. Énormément

de thèmes soulevés brièvement devraient pouvoir être développés. Les techniques seront retrouvées, mais les mineurs disparaissent. Il sera difficile à l'avenir de bénéficier de témoignages pour savoir ce qu'ils ont vraiment vécu au fond de la mine. Je vous lance un appel : essayez de faire en sorte que l'histoire des mineurs figure dans les livres scolaires et de parler en priorité des hommes dans les colloques.

Un intervenant

Je souhaitais abonder dans le sens de Monsieur Liger concernant le dynamisme des petites entreprises minières. Ce dynamisme a été remarquable le long de la vallée de la Meurthe où se sont installées une cinquantaine de mines qui appartenaient à des petites compagnies. Elles ont développé cette activité. Elles ont évolué, et comme dans toute industrie, des regroupements ont été réalisés avec du développement technologique. Certaines ont disparu et d'autres se sont agrandies. Je prends comme exemple les mines métalliques installées dans l'Esterel. Je songe à la petite mine de fluorine de Maure Vieil qui produisait quelques dizaines de milliers de tonnes par an.

Concernant l'immigration, j'ai vécu toute ma carrière dans l'activité minière, j'ai rencontré des mineurs algériens, des mineurs italiens, beaucoup de mineurs polonais avec un bon niveau technique et un excellent contact humain, et des mineurs marocains à partir des années 1960, avant Monsieur Mitterrand. Lorsque j'ai commencé ma carrière en 1970, 64 % d'ouvriers marocains étaient déjà présents dans le personnel d'exploitation.

Jean-Marie Spaeth

Je viens des mines et j'étais délégué mineur. Je voudrais également intervenir sur l'immigration. Ce sujet est d'actualité et également d'avenir pour la France et l'Europe. Monsieur Duteil, je ne partage pas votre idéalisme sur la situation. L'immigration dans les mines ne correspondait pas à la béatitude. Ce n'est pas vrai. Premièrement, cette immigration était taylorienne. Il était nécessaire de faire venir de la

main-d'œuvre pour produire du charbon. En 1974, bien avant Monsieur Mitterrand, au moment du premier choc pétrolier, nous avons fait venir des milliers de Marocains, en attendant que soient opérationnels les réacteurs nucléaires. Ne croyez pas que cet accueil ait été idéal. Le racisme existait. Ce constat était vrai pour les Italiens et les Polonais. Les cités minières étaient à dominante polonaise, avec un curé polonais. Toutes les personnes n'étaient pas mélangées dans celles-ci. Pour les immigrés marocains, la situation était identique. Il existe une différence fondamentale avec aujourd'hui : au fond de la mine, tous les mineurs se rencontraient et travaillaient ensemble. La solidarité dans les mines existait également parce que les personnes avaient besoin les uns des autres pour leur propre sécurité. Il ne s'agissait pas d'un phénomène spontané. En effet, cette nécessité permettait d'améliorer la situation dans la cité. Il constitue la différence avec aujourd'hui, où le travail n'intègre plus la mixité entre immigrés et français.

Mais ne croyez pas que le racisme n'existait pas. J'ai défilé pour la lutte contre le racisme en 1981 avec des Marocains. Lorsqu'ils ont demandé leur statut, on leur a craché dessus. Arriver à convaincre que le racisme n'était pas la bonne solution était un combat militant. N'idéalisons pas tout.

Un intervenant

Pour ces raisons, j'affirmais la nécessité de revenir sur l'histoire de l'immigration et en particulier l'immigration marocaine. Nous les avons fait venir pour terminer l'exploitation charbonnière et nous n'avions pas l'intention de les garder. Le plan Jeanneney avait décrété qu'en 1984 la production serait stoppée. Nous avons su organiser leur venue. Des promesses leur avaient été faites sur leur avenir et celui de leurs enfants en France, et par la suite on leur a proposé un retour au pays. Cette histoire doit nous servir.

André-Claude Lacoste

J'ai été en poste dans le Nord-Pas-de-Calais en tant que directeur de l'École des Mines notamment. Je ne

suis pas mineur ni fils de mineur. Néanmoins, je suis extrêmement sensible à un aspect. Le métier est dangereux, pénible, il est possible d'y mourir d'accident ou de maladie. Nous avons tendance à idéaliser ce qui a eu cours en mettant en valeur la solidarité, le partage humain, l'accueil des émigrés, etc. Je considère qu'en France nous devons tirer des conséquences. Le métier de mineurs était extrêmement difficile et sans doute peu admissible au regard de certaines considérations. Le résultat ne justifie absolument pas la peine humaine. Je reviens sur la catastrophe de Courrières. En France, nous portons une responsabilité collective, nous étions en retard sur les recherches, sur la sécurité dans les mines, par rapport à ce qui avait cours à l'étranger. Soyons extrêmement modestes sur ce rapport très difficile entre la peine humaine et la communauté humaine.

Thierry Pernet

Les Anges de la Mine est un livre peu connu qui contient beaucoup d'images se situant dans l'Hérault. Je suis allé visiter la mine de Villeveyrac, où des jeunes travailleurs handicapés travaillent. L'ouvrage est très émouvant. Il contient peu de textes et des photographies magnifiques.

Michel Pascal

Le livre Tous gueules noires est le premier que j'ai lu dans la DRIRE du Nord-Pas-de-Calais. Il traite d'immigration. Cinq vagues d'immigration ont été comptées dans le Nord, avec plus de 100 000 personnes. L'immigration a également amené des Italiens, des Algériens, des Polonais et des Marocains, dont nous avons abondamment parlé. Je ne porte pas de jugement. Le racisme était-il présent ou non ? Toujours est-il que ce fait est important et qu'il mérite ce type de débat. Il est souhaitable d'observer ce qui s'est bien passé et également ce qui s'est mal passé, afin de tirer les enseignements du passé. ★

Une vidéo est projetée. <https://youtu.be/IN8ssCPG2Go>



Houillères d'Auvergne, le puits Saint-Louis
à Meissex (Puy-de-Dôme, 1986 (photo P.C.
Guiollard).

Table ronde n° 2

L'après-mine, la mémoire de la mine, la mine aujourd'hui

L'après-mine, la mémoire de la mine, la mine aujourd'hui

Table ronde animée par **Souad Daho**, chargée de communication à l'ANGDM

avec

Amy Benadiba, président de l'Institut d'Histoire sociale Mines Énergie

René Drouin, maire de Moyeuvre-Grande, membre de l'ACOM

Jean-Luc Foucher, directeur du pôle Risques et Prévention du BRGM

Laurent Michel, directeur général de l'Énergie et du Climat au ministère de la Transition écologique et solidaire

Michel Régereau, président du Conseil d'administration de l'ANGDM

Jack Testard, président de Variscan Mines de 2010 à 2017

Claude Trink, président-directeur général de la SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) de 2002 à 2008

Souad Daho

J'ai eu l'opportunité de réaliser un film à travers lequel les principaux acteurs qui construisent encore aujourd'hui l'après-mine m'ont confié leur expérience sur la période s'étalant des années 1960 à 1980. Pour eux, durant cette période, un monde s'est écroulé. L'arrêt de l'exploitation minière a généré des traumatismes. Ces territoires étaient fortement marqués par la mono-industrie. Cependant, la population est résiliente. Peu à peu, une forte volonté est née pour revitaliser l'économie locale et réhabiliter l'image souvent négative de la mine en valorisant sa mémoire.

Nous allons aborder les problématiques environnementales, sociales et humaines que l'après-mine a posées dès la fermeture des entreprises minières. Nous verrons que la mine existe tou-

jours à travers la redécouverte d'un patrimoine minier particulier et d'une mémoire toujours vivace. Aujourd'hui, des entreprises minières sont toujours en activité en métropole et dans les DOM-TOM.

Pour répondre à ces axes de questionnement, j'ai le plaisir d'accueillir Amy Benadiba, René Drouin, Jean-Luc Foucher, Laurent Michel, Michel Régereau, Jack Testard et Claude Trink.

Nous allons commencer par l'après-mine et l'environnement. Monsieur Foucher, vous êtes l'auteur de l'article intitulé « la technique et l'environnement ». À quel moment la prise de conscience d'une mise en œuvre d'un plan d'action pour la gestion des risques miniers a-t-elle eu lieu ?

Jean-Luc Foucher

Plusieurs aspects concernent l'environnement. Dans un premier temps, la prise de conscience liée à des fermetures d'installation minière. J'utilise le terme « installation », car cela ne comprend pas uniquement l'exploitation stricto sensu. Lors de l'exploitation du sol et du sous-sol, selon les connaissances et les techniques de l'époque, il est possible d'observer un certain nombre de phénomènes qui vont s'étaler dans le temps. Lorsque nous évoquons l'après-mine, il est nécessaire de faire très attention à un certain nombre de polémiques. En effet, la mine en France représente une très vieille histoire. Nous sommes un pays très riche en minerais. Ce point a été rappelé par monsieur Liger sur les mines polymétalliques notamment. Nous avons peut-être

tendance à regarder plus près de nous à travers l'épopée du charbon et du fer. Ils ont marqué notre paysage et les populations.

En effet, le sol et le sous-sol vont réagir à certaines techniques d'extraction. Nous allons observer des phénomènes liés à la géomécanique, comme des effondrements. Ceux-ci surviennent parce que les techniques d'exploitation et de remblayage n'ont pas été mises en œuvre, ou parce que le dimensionnement en chambres et piliers a généré des vieillissements et des problématiques. Ces phénomènes peuvent dans un certain nombre de cas remonter en surface. Puis il existe une certaine dynamique, le sol est un monde vivant. Il vit, donc il est aussi nécessaire de se situer dans cette échelle de temps. Lorsque nous évoquons le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, les premières exhaures datent des années 1800. Aujourd'hui, pour que le niveau de l'eau revienne à son état initial nous devons attendre une centaine d'années. Ainsi, il existe un certain nombre de phénomènes. Par exemple, l'eau vient pousser le grisou à la surface. La durée de ces aspects géologiques ne correspond pas à la durée de l'entreprise, des dispositifs sont donc nécessaires. Le dispositif s'est construit au fil du temps. Le Code minier a évolué par petites touches. Nous avons rencontré des sinistres importants sur le bassin ferrifère lorrain au détour des années 1990. Ces événements ont suscité une mobilisation importante de l'ensemble de la communauté pour faire évoluer de façon très forte la réglementation, avec cette notion que nous nommons l'après-mine. Le Code, tel qu'il

est appliqué aujourd'hui, est exceptionnel. En effet, nous ne possédons pas de dispositions aussi fortes d'accompagnement par la puissance publique de l'ensemble du dispositif ailleurs dans le monde. Cet accompagnement est nécessaire, parce que les phénomènes géologiques n'ont pas la même vitesse que la durée de l'entreprise. Ce constat est valable pour le métal, mais également pour l'hydrogéologie. Nous avons beaucoup épuisé. Pour retrouver l'équilibre, nous avons besoin de suivre l'ensemble de ces évolutions (remontée des eaux) impactées par les pratiques humaines. Lorsque nous avons épuisé, toutes les zones de marais, les zones basses et les zones humides ont disparu. Nous sommes venus construire. Puis nous arrêtons l'exhaure, et nous pouvons rencontrer des difficultés puisque l'eau revient à sa place. Ces démarches nécessitent d'être pilotées.

Souad Daho

Aujourd'hui, quelle politique mène-t-on pour prévenir les risques environnementaux liés à l'activité minière ?

Jean-Luc Foucher

Il existe un dispositif très complet avec des dispositions qui sont des obligations s'adressant à l'ensemble des exploitants miniers. Ils doivent disposer d'un dossier d'arrêt définitif de travaux et suivre des prescriptions qui intègrent cette temporalité. Conscient de la durée des entreprises, le législateur a prévu des dispositions économiques et techniques pour permettre cette gestion dans le temps. L'État prend cette responsabilité à travers un dispositif avec un opérateur

public pour garantir la sécurité des biens et des personnes sur tous les territoires miniers. Ces dispositions sont comprises également pour des sites très anciens, ayant été exploités au début du XX^e siècle. Ce dispositif est parfaitement en place. Il concerne aussi bien des aspects de géomécanique et de stabilité que des aspects de qualité environnementale (pollution, etc.).

La grande ambition publique est de maîtriser ces événements d'antan et de faire en sorte que les territoires miniers bénéficient de l'intégralité de leur dynamisme et de leurs capacités à innover tout en tenant compte de leur histoire. Cela représente également de formidables opportunités. Cet aspect a été évoqué dans le film que vous avez réalisé : il existe un réel avenir pour tous les territoires.

Souad Daho

Nous allons aborder le volet social de l'après-mine. Monsieur Trink vous êtes l'auteur de l'article sur la réindustrialisation des bassins miniers. Vous y indiquez qu'il est apparu indispensable de reconstituer un tissu local d'activités créant de la valeur et offrant des emplois durables. Dans ce cadre, vous mettez en avant le rôle de Charbonnages de France (CDF) dans l'effort de réindustrialisation. Quel bilan pouvons-nous dresser de cette relance économique engagée par CDF ?

Claude Trink

Comme nous évoquons Charbonnages de France, je souhaite saluer mes anciens collègues Alain Rollet et Jean-Charles Besson. Monsieur Liger a évoqué les milliers d'emplois existant

dans les petites mines. Lorsqu'un établissement de la taille de Charbonnages de France arrête ses activités, cet arrêt entraîne des cataclysmes économiques pour les territoires. Charbonnages de France a été le précurseur d'un concept développé et mis en œuvre sur la nécessité d'engager des efforts de redynamisation des territoires. Cette démarche ne se souciait pas seulement des salariés cessant leur activité, mais visait également à s'interroger sur l'avenir pour les territoires économiquement affectés. En dehors des mineurs, il est également nécessaire de se soucier de créer des emplois pour les enfants des mineurs. Ainsi, Charbonnages de France a développé un ensemble d'objectifs et de moyens pour créer des emplois industriels ou de services à l'industrie.

Ce modèle a été repris par le législateur. Il a fait l'objet de lois. En 2016, nous avons encore vu apparaître une loi sur la redynamisation. Nous avons recensé qu'avec Charbonnages de France, 114 000 emplois avaient été soutenus. Il est intéressant d'observer que Charbonnages de France s'est occupé des bassins miniers, mais que par la suite, l'État lui a demandé d'intervenir sur des territoires qui n'en étaient pas. Ces démarches concernaient des territoires affectés par la fermeture d'entreprises. Deux cas de figure sont recensés dans ce cadre : les entreprises qui font faillite, comme Moulinex, en Normandie, ou celles qui souffrent d'un manque de moyens de financement.

Souad Daho

Finalement, un modèle de reprise économique a vu le jour.

Claude Trinkza

En effet, ces mesures ont été reprises par la loi et de nombreuses grandes entreprises ont créé des filiales, comme ArcelorMittal, EDF, Saint-Gobain ou Areva. D'autres activités ont été créées pour la redynamisation des territoires.

Souad Daho

Je souhaiterais désormais connaître le point de vue d'un élu. Monsieur Drouin, vous êtes maire de Moyeuvre-Grande depuis 1983. Vous avez également été député de la Moselle durant douze ans. Vous avez donc été un témoin privilégié de la cessation de l'activité minière. Aujourd'hui, quelle politique menez-vous pour redynamiser l'économie locale ? Et comment parvenez-vous à fixer la population dans votre commune ?

René Drouin

Je voudrais préalablement évoquer l'Association des communes minières (ACOM) de France créée, avec Jean-Pierre Kuchaida, dans le but de faire valoir les intérêts des communes et de leurs populations auprès des pouvoirs publics et des exploitants. Il ne suffit pas d'arrêter l'exploitation en se disant que tout va bien. Comme l'activité a bouleversé les paysages et l'environnement, il est indispensable de remédier à ces désordres. Pour cette raison, ACOM France se bat pour reprendre la réforme du Code minier. En effet, certains aspects doivent être actualisés et ajoutés parce que le Code minier ne suffit pas.

Dans nos communes, nous avons simplement été pragmatiques. L'activité minière s'est arrêtée. Nous avons dû

constater des effondrements miniers. Il a été nécessaire de pallier ces problèmes. Ces actions se sont déroulées à la fin des années 1990. Il fallait réagir et reloger les habitants. Des problèmes d'exhaure étaient également présents, et il était impératif de ne pas les négliger. Toutes ces responsabilités sont assez écrasantes pour les communes. En dehors des associations qu'il est possible de créer, l'avenir doit être préparé. L'avenir ne consiste pas à dire que nous tournons la page, car personne ne peut oublier l'héritage apporté par la corporation minière au niveau des droits sociaux et pour l'ensemble des travailleurs de la nation.

Nous avons commencé par revaloriser l'habitat. Dans ces régions, 82 % des habitants sont des propriétaires. Cette situation s'explique par le fait qu'ils ont pu racheter leur habitation à bon prix. Aujourd'hui, ces habitants ont vieilli. Il est important que, lorsque les personnes sont âgées de 80 ans environ, elles puissent revenir en centre-ville si elles se situent à deux ou trois kilomètres de celui-ci. Pour cette raison, à Moyeuvre-Grande, nous construisons des résidences pour des personnes âgées avec des HLM. Elles pourront ainsi libérer les logements qui seront rachetés par des jeunes.

Sur le plan économique, la situation s'est avérée très compliquée. Nous possédons à Moyeuvre-Grande un atout avec notre proximité avec le Luxembourg. Le Luxembourg a permis d'absorber une part du chômage. Il était plus élevé que partout ailleurs, qu'il s'agisse du bassin ferrifère ou du bassin houiller situé aux alentours de Forbach. L'Allemagne a

également joué ce rôle. Dans la vallée de la Moselle, l'industrie automobile fabriquait des moteurs pour Peugeot Citroën. La sidérurgie était également présente localement avec les produits plats qui constituent encore un maillon essentiel en Europe.

Souad Dahou

Les habitants de Moyeuvre-Grande sont-ils heureux désormais ?

René Drouin

Vous savez bien qu'un maire entend davantage de critiques que de motifs de satisfaction. Néanmoins, nous avons réussi après ce choc humain énorme à faire en sorte de pouvoir regarder dans une autre direction : celle du redéveloppement économique. Par exemple, avec ArcelorMittal, j'ai la charge de traduire la reconversion future des espaces industriels. Nous ciblons les filières possibles. Ainsi, nous devons œuvrer pour qu'avec ces filières nouvelles, en particulier l'énergie, nous puissions reconstituer un paysage revalorisé, afin de bénéficier d'une ville différente à l'avenir et que les populations découvrent la respiration possible et l'espoir. L'espoir est essentiel.

Souad Dahou

Les pouvoirs publics ont voulu garantir les droits et les avantages aux anciens mineurs et à leurs ayants droit. Ces avantages sont issus notamment du statut du mineur. L'État a ainsi créé en 2004 l'ANGDM.

Monsieur Régereau, je m'adresse à vous en tant que président du conseil d'administration de l'Agence, qui sont

ces retraités de la mine ? Et comment l'ANGDM les accompagne-t-elle dans leur vieillesse ?

Michel Régereau

En effet, les personnes sous le statut des mineurs sont massivement des personnes âgées aujourd'hui. La création de l'Agence est donc bien comme son nom l'indique la garantie des droits du mineur avec un financement garanti par l'État. La nation, pas seulement l'État avec les fonctionnaires ou le Parlement, s'est engagée sur ce financement dans la reconstruction, dans la période la plus proche, dans la fourniture d'énergie pour que la France se développe, et également afin de gérer le choc de la sortie et de l'après-mine.

La moyenne d'âge des personnes ressortissantes de l'Agence comprend essentiellement des personnes âgées. Les bénéficiaires sont âgés en moyenne de 76 ans et de 84 ans pour les conjoints survivants. Ce constat pose des questions spécifiques. L'Agence ne gère pas la totalité du statut social de l'après-mine. L'offre de soins est gérée par la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (CANSSM) à travers sa filière Filiéris. Ces centres de santé ont été créés dans le cadre d'une organisation minière paternaliste qui subsiste. Ils sont aujourd'hui indispensables dans des zones où l'offre de soins est vraiment très faible. Nous essayons de tenir ce discours auprès de la CANSSM. La gestion des retraites a été déléguée à la Caisse des Dépôts et Consignations et la gestion de la maladie à la Caisse nationale d'Assurance-maladie, hormis pour les particularités figurant au sein

de l'ANGDM. Ce public âgé possède des besoins spécifiques. Le conseil d'administration de l'Agence et les services ont préparé un plan « bien vieillir ». Il porte notamment sur des repérages pour des personnes se situant dans la tranche de plus de 90 ans, puis des personnes âgées de 80 à 90 ans, afin d'observer leurs besoins spécifiques. Ces démarches commencent par le travail avec les bailleurs pour les personnes logées. Lorsque l'Agence intervient sur un financement partiel de loyers, avec des prestations en espèces ou en nature pour ce que nous nommons assez rapidement les « logés gratuits », elle détient une capacité d'intervention auprès des bailleurs. Il est important de le noter. La question de l'aménagement pour les personnes âgées est également présente. Elle a une évolution assez récente. Nous soutenons le maintien à domicile le plus longtemps possible. Cependant, il peut arriver un moment où le domicile n'est plus adapté et où la personne est trop dépendante. Cette question nécessite de préparer notamment le passage vers les foyers logements, mais également de définir comment nous évitons le vieillissement prématuré. Tout ce qui concerne les politiques de vacances est historiquement la suite des comités d'entreprise. Toutefois, l'accent est peut-être mis aujourd'hui sur les loisirs de proximité dans ce domaine. Les enfants âgés de 65 ans aident les parents qui ont 85 ans. La question se pose de savoir comment les aidants et les aidés peuvent sortir et conserver un lien social. Cette action sociale figure dans les missions de l'Agence. Ces aspects représentent l'essentiel de l'activité de l'Agence.

Nous pouvons reprendre l'idée de la maison du mineur, dans la mesure où des compétences ont été déléguées, mais l'Agence développe une coordination avec ses partenaires et permet également un certain nombre d'expérimentations. Nous comptons une population plus âgée. Il est donc essentiel pour l'Agence de développer des actions spécifiques pour aider les personnes les plus âgées et puis faire profiter l'ensemble de la nation de cette expérience.

L'Agence détient une mission d'archivage. Elle possède des milliers de fiches individuelles d'anciens mineurs avec leurs affectations. Les syndicats nous reprochent parfois que ces éléments ne soient pas assez précis, mais ces données sont liées à l'époque. Elles comprennent également l'exposition aux risques. Avec ces archives et le livre présenté ce jour, nous réfléchissons à la manière d'alimenter la mémoire, pas uniquement la mémoire du passé, mais celle qui permet de tirer des conclusions et des expériences pour l'avenir.

Souad Daho

La gestion humaine et sociale de l'après-mine s'inscrit dans le long terme. Ce processus est lent et progressif. Le plan social imaginé dès les années 1960 est assez singulier. Avec le recul, pouvons-nous dire que l'État a gagné son pari ? Je m'adresse à Monsieur Laurent Michel.

Laurent Michel

Je suis actuellement directeur général de l'Énergie et du climat. La direction générale de l'Énergie et du climat (DGE) assure la tutelle de l'ANGDM et

accompagne son travail extrêmement important. J'ai commencé ma carrière dans la DRIRE de Lorraine en 1991. Nous comptons encore 14 000 personnes dans le bassin de Lorraine. À ce moment, les mines de fer ont commencé à fermer plus vite que prévu. J'ai souvenir des débats sur la sortie des eaux d'exhaure. Certains aspects étaient anticipés, bien qu'avec des à-coups. Nous pouvions parler de la relance charbonnière à certains moments, puis nous dire que nous cessions cette activité. Cependant, dans certains cas, ces changements étaient extrêmement rapides et violents. Les 14 000 employés concernés en Lorraine se situaient sur un bassin ouvrier très concentré. J'ai connu un autre poste touchant à la reconversion de la mine d'uranium de Lodève. 600 personnes étaient concernées. La mine a été fermée et c'était un changement important pour cet endroit. Nous avons observé des transitions sociales, économiques et environnementales lourdes. Elles sont significatives. Ce constat ne signifie pas que ces évolutions n'interviennent pas dans d'autres secteurs. Néanmoins, aujourd'hui, il est difficile de s'imaginer que dans dix ans 14 000 emplois disparaîtront dans un certain lieu. De mémoire, la fermeture a eu lieu en 2001 en Lorraine. La suite comprenait encore certains travaux, mais elle s'est déroulée de manière assez rapide.

Les uns et les autres, tant les élus, que les opérateurs et l'État, avons dû trouver un modèle. Nous avons vu ces volets économiques, territoriaux, sociaux et liés à la prévention des risques se mettre en place. Ces volets mobilisent les collectivités, les opérateurs ou les acteurs

qui leur ont succédé. Ces transitions étaient lourdes et longues, nous devions trouver des modèles. Nous avons évoqué l'impact sur les paysages et l'environnement. D'autres sujets devaient être traités tels que la stabilisation des sols ou encore le nettoyage de pollution des sols.

La transition économique n'était pas simple et a duré longtemps. J'ai parcouru la France au travers de mes postes. Et j'ai trouvé que beaucoup d'endroits liés à ces mines, étaient des endroits isolés. Tous les acteurs ne se situaient pas à proximité du Luxembourg ou aux croisements des grandes routes. J'ai vu deux ou trois reconversions industrielles en quarante ans. Nos ancêtres administratifs et politiques avaient commencé la carbochimie devenue la pétrochimie. Puis, à un moment, l'industrie dite légère est arrivée. Cependant, des entreprises que nous avions fait venir n'existent plus. La situation était peut-être encore plus difficile pour ces territoires. En effet, il leur était nécessaire d'encaisser ce choc, de ne plus travailler pendant longtemps et d'avoir un accompagnement en ayant conscience qu'il n'y aurait pas que des grosses entreprises. L'économie générale a observé ce constat. Vingt ou trente ans auparavant, nous parvenions encore à attirer 500 emplois pour une usine, notamment dans l'est de la France. J'ai observé ce cas à plusieurs reprises. Aujourd'hui, ces situations n'existent plus. Nous créons un tissu de PME que nous conseillons de faire grandir.

Souad Daho

La valorisation de la mémoire de la mine passe par la diversité des pat-

rimoines miniers. Nous observons la conservation des archives, les écoles des mines devenues des écoles d'ingénieurs d'excellence, ainsi que le foisonnement des musées publics ou associatifs. 80 musées existent en France. Leur fréquentation est en baisse. Les plus grands musées comptabilisent 150 000 visiteurs par an et les autres moins de 5 000 visiteurs. Pierre-Christian Guillard, dans son article Les musées de la mine : la mine devenue musée, pose la question de la recherche de nouvelles approches muséographiques pour capter de nouveaux publics et maintenir l'intérêt autour de l'histoire de la mine. Madame Benadiba, en tant que directrice et conservatrice du Centre historique minier de Lewarde, adhérez-vous à la position défendue par Monsieur Guillard ?

Amy Benadiba

Oui, Monsieur Guillard a écrit dans cet ouvrage un article extrêmement pertinent. Je fais partie d'une génération de conservateurs qui sait qu'elle doit aller de l'avant pour aller chercher le public et le faire venir dans les musées. Nous sommes conscients qu'il est nécessaire de s'en occuper sans arrêt. En effet, le thème de la mine concerne des valeurs et des sujets qui restent encore d'actualité. Nous l'avons vu avec l'immigration. Ce constat est également valable pour la question de l'environnement et des sols. Il est évident que ces thèmes d'actualité doivent être perçus par le public comme des thèmes les concernant. L'exercice difficile est peut-être véritablement celui-ci. Nous avons souvent l'habitude de penser que le musée est un lieu figé.

Ce n'est pas le cas et nous travaillons quotidiennement à vaincre cette idée reçue. J'ai la chance de diriger le plus grand musée de la mine en France. Le public se compose de 150 000 visiteurs. Parmi ces derniers, ne figurent pas uniquement des descendants de mineurs. Ce public comprend des personnes habitant le Nord - Pas-de-Calais, des personnes venant d'autres pays en Europe. Elles viennent visiter notre musée pour le thème de la mine et celui du patrimoine matériel et immatériel qui lui est lié, mais également en raison d'autres thèmes. Je songe par exemple à celui des énergies.

Le Centre historique minier se compose de trois structures : un centre d'archives, un musée de la mine et un centre de culture scientifique de l'énergie. Le fonctionnement est le même depuis l'origine du Centre au cours des années 1980. Nous sommes un cas exceptionnel dans le monde des musées de la mine. En effet, le Centre historique minier n'est pas né de l'acharnement volontaire de bénévoles voulant défendre un patrimoine ou de la volonté des élus souhaitant valoriser le patrimoine minier de leur commune. Le Centre historique minier est né de la volonté des houillères et du secrétaire général de celles-ci qui avait perçu l'importance de conserver ce patrimoine et insisté en ce sens, en amont de l'arrêt d'exploitations des mines. Ce patrimoine n'était pas constitué uniquement du patrimoine immobilier, mais également du patrimoine concernant le matériel et l'histoire des hommes allant avec. Pour ces raisons, nous travaillons quotidiennement par le biais d'édition d'ouvrages sur des thèmes

très variés. Nous réalisons également beaucoup d'expositions temporaires sur des sujets qui touchent au thème de la mine, mais qui peuvent également voir plus largement. Nous proposons par exemple des expositions sur les thèmes de l'électricité, de la musique ou de la littérature. Nous prenons évidemment toujours en compte le cœur de sujet qu'est la mine, mais en l'élargissant afin de toucher un large public.

Il est souhaitable de savoir se renouveler. Aujourd'hui, nous sommes engagés avec le soutien de l'État pour la réhabilitation, le renouvellement du bassin minier et le réaménagement de notre centre de culture scientifique de l'énergie. Il est vrai que parmi les trois structures, il est le moins connu du Centre historique minier. Il nécessite une réactualisation compte-tenu de l'importance que ces sujets prennent dans notre société. En tant que représentants du musée, notre mission est d'apporter non pas des réponses fermes aux visiteurs, mais de les inciter à se poser des questions et à se forger eux-mêmes leurs propres idées. Nous y travaillons quotidiennement.

Je ne dispose pas d'assez de temps pour parler du musée plus précisément et je prêche un peu pour ma paroisse en évoquant l'histoire du charbon et le Nord - Pas-de-Calais. Il existe beaucoup de musées, et il existe évidemment des établissements miniers convertis en d'autres lieux que des musées. Je pense notamment au 9-9 bis d'Oignies, une salle de concert. Le « 11-19 » accueille du spectacle vivant. Vous verrez très prochainement apparaître la Cité des électriciens à Bruay-la-Buissière. Elle traitera de la vie dans les cités minières.

Ce thème de la mine qui est important amène vraiment une effervescence. Le patrimoine industriel est un thème fondamental. Les valeurs véhiculées par les mineurs que nous pouvons élargir à toute la corporation ouvrière sont extrêmement importantes pour notre société. Il est nécessaire de s'en inspirer pour évoluer. Mon métier, comme ceux de mes collègues, consiste à lutter pour cela quotidiennement.

Souad Daho

La mine aujourd'hui correspond à l'existence d'entreprises minières toujours en activité, telles que Peñarroya, ErametouVariscan. Monsieur Testard, quelles sont les substances extraites et quels en sont les usages ?

Jack Testard

Il est difficile de prendre la parole après une séquence où a été évoqué le passé, alors que cette activité n'est pas terminée. Elle va même se poursuivre et j'espère vous convaincre de l'intérêt de le faire, à condition évidemment que nous changions beaucoup d'aspects.

Le territoire français possède encore un certain nombre de métaux exploitables. J'indique qu'ils sont exploitables, parce qu'ils sont encore en quantité suffisante pour certains d'entre eux pour satisfaire une grande partie de nos besoins. Tout le monde n'est pas convaincu dans ce domaine. Cependant, lorsque nous évoquons tous les métaux stratégiques, notamment le tungstène, l'antimoine, l'or et le nickel, tous sont fort utiles pour toutes les nouvelles technologies. Ils sont indispensables à l'intelligence artificielle qui se développe. Ne rêvons

pas : nous ne pourrions pas changer notre économie en les produisant. Cependant, nous pourrions au moins consolider notre position et entraîner un développement de toutes ces technologies dans les territoires. Nous pourrions également ne pas oublier les éléments qu'intègre un composé quelconque, tel qu'un téléphone, quand nous l'achetons. Il est possible de mettre en œuvre cette ambition sur le territoire français. Ce premier aspect me paraît très important. Les entrepreneurs sont nécessaires pour atteindre cette aspiration. Ils existent, mais ils sont petits. Désormais, ce sont des start-up. Il ne s'agit plus d'entrepreneurs comme autrefois. J'ai dirigé durant quelques années une société d'exploration junior. Nous y effectuons de la recherche scientifique. Nous aboutissons à des résultats ensuite transmis à des sociétés plus volumineuses qui vont pouvoir les développer, en maintenant les conditions qui ont permis notre démarrage. Ainsi, il existe encore des possibilités.

Souad Daho

La question suivante porte sur le fait de savoir s'il existe ou non une sorte d'ingénierie ou d'expertise française des techniques minières que nous avons su transposer dans d'autres pays.

Jack Testard

Ce que vous suggérez est vrai. Il est vrai que cela a été le cas. La mine a permis beaucoup d'évolutions technologiques. Néanmoins, ne rêvons pas : les techniques minières de l'évolution de la mine en France ont cessé un certain nombre de décennies auparavant et le reste

du monde ne s'est pas arrêté de vivre. Lorsque nous redémarrons de nouvelles technologies avec de nouvelles recherches, nous sommes obligés de nous baser sur des techniques qui ont souvent été travaillées ou redéveloppées à l'étranger. Bien sûr, la base existe chez nous. L'enseignement n'est plus suffisant. Je suis navré de le dire. Nous évoquions l'immigration précédemment. Nous pourrions en parler de nouveau, parce que nous en aurons besoin. N'oubliez pas que de nombreux objets quotidiens sont liés à l'extraction minière, même si les produits sont très transformés. Nous oublions d'où viennent tous ces éléments. N'exportons pas notre pollution, prenons nos responsabilités, produisons chez nous très bien et très proprement lorsque cela est possible. Je pense que cette démarche est possible, à condition de rappeler régulièrement que nous y procédons dans des conditions favorables et respectables pour tous, et encore davantage sur le plan social avec des concertations.

Souad Daho

Comme ces techniques minières sont issues d'institutions françaises, est-il possible d'indiquer que cette expertise a été enrichie par le développement durable, l'idée que nous soyons sensibles à l'environnement et aux risques environnementaux ? Est-il possible d'affirmer que nous détenons une richesse par rapport à ces aspects ?

Jack Testard

Je vais vous avouer quelque chose. Lorsque j'ai créé Variscan il y a huit ans, j'étais financé par des capitaux étrangers,

parce que les capitaux français n'étaient pas disponibles ou prêts à prendre ce risque. Outre les critères géologiques et techniques habituels, un des critères de choix de mes investisseurs était que s'ils parvenaient à atteindre leur objectif en France, cela signifiait qu'ils sauraient le faire proprement. Compte tenu des lois, des règles et des expériences en France, cela signifiait que s'ils parvenaient à agir dans le domaine de la mine chez nous, ils seraient très forts dans le domaine de la protection de l'environnement.

Sur cet aspect, je crois que l'image de la France est, en effet, très forte. Au-delà de cette image, restons humbles. Nous avons encore beaucoup à démontrer. Par exemple, concernant le transfert de cet aspect sur le domaine social, la France a été la première à traiter l'après-mine de cette manière. Les Canadiens ont suivi et ont agi de manière beaucoup plus rapide que nous par la suite, mais l'après-mine était gérée par des sociétés vivantes. Dans la mesure où ces sociétés s'arrêtent, il était nécessaire de prendre le relais. La France a très bien su le faire. Beaucoup d'autres exemples pourraient être utilisés, en particulier sur la gestion de l'eau où nous avons également beaucoup à démontrer.

Souhad Daho

Laurent Michel, la France peut-elle se poser en modèle de réussite de reconversion des techniques minières et de la mine en général en termes de développement durable ?

Laurent Michel

J'ignore si nous pouvons nous poser en modèle, mais nous essayons. Ces sujets

se posent également dans d'autres pays. Nous observons également une focalisation sur la sécurité de l'exploitation. Au fond, la situation n'était pas simple. Les pays d'Europe occidentale ont progressé au fur et à mesure des retours d'expérience d'accidents et des technologies. Entre l'arrêt des mines, un certain nombre d'effets retards, et la montée des préoccupations environnementales et des connaissances, nous avons découvert ces sujets progressivement des années 1960 aux années 2000.

Pour l'après-mine et l'ouverture d'éventuelles mines, nous disposons d'un corpus législatif. Même si ces aspects ne sont certainement jamais parfaits, nous avons en tête que les éléments s'expliquent. Nous informons et nous nous concertons. Se concerter ne correspond pas seulement à informer. Cette nécessité est présente désormais dans les gènes des opérateurs administratifs économiques français.

Je peux constater ce qui a lieu par ailleurs. Je participe également au conseil d'administration d'Engie qui travaille partout dans le monde. Engie a décidé quelque temps auparavant d'arrêter une mine et une centrale au charbon en Australie. L'Australie pose exactement les mêmes questions : qu'allez-vous faire en faveur de l'environnement ? Êtes-vous présents pour une durée longue ? Que deviendra la centrale lorsqu'elle s'arrêtera ? Je ne sais pas si nous sommes un modèle, mais cet enjeu est inéluctable.

Nous appréhendons sûrement aujourd'hui beaucoup mieux sur le plan technique les conséquences. Si nous recréons des mines, il est probable que les questions seront traitées plus

en amont, notamment celles portant sur les techniques mises en œuvre et la surveillance. Je ne prétends pas que ces aspects étaient mal effectués. Nous avons accumulé depuis plusieurs siècles des connaissances, y compris pour les aspects concernant le développement durable. Nous savons que certains produits doivent être moins utilisés dans les lavoirs ou autres. Nous savons également qu'il existe des techniques moins invasives et destructives. Nous avons appris. Nous disposons désormais peut-être un peu moins d'expérience pratique sur la mine en fonctionnement. Avec le BRGM et quelques autres opérateurs, nous bénéficions d'un relais présent qui a hérité d'une expérience de la gestion technique de l'après-mine. ★

Débat

Christian Polak

Je me nomme Christian Polak. Je suis actif et travaille chez Orano Mining. Il existe encore des exploitations minières en France et à l'étranger. Des ingénieurs géologues sont toujours formés en France. Nous comptons encore une dizaine d'ingénieurs des Mines dans les différentes écoles des mines qui s'orientent dans l'activité minière, mais ils partent essentiellement à l'étranger.

Tous vos témoignages sont très intéressants. L'industrie minière est en plein bouleversement. Durant les vingt dernières années, nous avons exploité plus dans l'industrie minière mondiale que durant toute l'histoire de l'humanité. Nous évoquions 60 millions de tonnes de charbon pour la France en 1958-1959. Aujourd'hui, plus de 4 milliards de tonnes par an sont produites. Ces chiffres sont gigantesques et pour les atteindre beaucoup de mineurs, de géologues, d'ouvriers et de personnel travaillent.

Je retiens la nécessité de transmettre la mémoire. Vous avez une mémoire fantastique. Elle est dispersée sur toute la France au travers de musées et de lieux de mémoire. Vous êtes présents pour rappeler que ce pays a connu une industrie minière qui pourrait demain démarrer à nouveau. Il est important que vous soyez les messagers de l'avenir pour expliquer que la mine était de telle sorte mais qu'elle évolue. La mine change, elle est différente aujourd'hui. Les techniques ont évolué. Les protections des personnes ont également changé. Pour les travailleurs au fond et les travailleurs dans les mines à ciel ouvert, les conditions de travail sont très différentes. Nous observons une automatisation extrêmement forcée. Par exemple, 15 % du parc de camions transportant le minerai est automatisé chez Rio Tinto, une grande entreprise minière en Australie. Ces camions ne sont pas conduits par des chauffeurs. Nous nous dirigeons vers une automatisation très forte

avec des personnes extrêmement qualifiées.

Vous qui êtes les témoins de la mémoire sur le territoire français, vous devez continuer à communiquer et à soutenir ce que vous avez réalisé dans le passé. L'industrie minière n'est pas morte et doit continuer à vivre.

Souad Dahou

Je souhaite poser une question au BRGM. Nous avons évoqué l'exhaure. Lorsque les houillères fonctionnaient, de nombreuses pompes étaient présentes. De l'eau était tirée, ce qui entraînait un niveau très bas des nappes phréatiques. Tous les endroits marécageux étaient asséchés. Aujourd'hui, ce niveau est remonté. Ces aspects ont été exploités par la municipalité. Des espaces verts sont présents dans les villes.

Pour en revenir à l'exploitation du grisou à Méta mine, je vais évoquer le procédé mis en place. Sur les différents étages, l'eau du puits a été fermée hermétiquement sur 15 mètres et nous avons laissé ouvert le plus bas étage à moins 940 mètres. Seulement, de l'eau traverse toujours les terrains et arrive à ce point le plus bas. Mesurez-vous le niveau de l'eau? En effet, si l'eau monte et qu'elle bouche ce dernier étage, la possibilité de tirer le grisou n'existera plus. J'ai déjà posé cette question au BRGM qui m'a répondu qu'il n'existait pas de danger.

Jean-Luc Foucher

Si des études de risque ont eu lieu et s'il est estimé qu'il existe un potentiel de risque, la situation est surveillée. C'est la mission. Je peux indiquer aujourd'hui benoîtement que cette situation est surveillée et sous contrôle. Que peut-il se passer? Tout l'art du métier consiste à réaliser l'analyse des risques et à observer les dysfonctionnements. Selon ceux-ci, il sera nécessaire de définir quels types d'action doivent être menés et quels sont les enjeux.

Actuellement, la problématique du grisou et de sa gestion est très présente, notamment sur le bassin houiller du Nord - Pas-de-Calais. Il existe une activité économique de pompage de valorisation du grisou

qui contribue globalement à la sécurité du territoire. En effet, le grisou remonte, il passe à travers les différentes fissures géologiques. Si nous ne possédons pas des dispositifs de contrôle et de maintien en dépression, nous pouvons ne pas maîtriser la circulation du grisou. Actuellement, tous les paramètres sont sous contrôle, notamment avec la dépression mise en œuvre, ainsi que l'ensemble des dispositifs de sécurité en place avec les différents forages. Ils nous permettent de contrôler et d'amener le grisou vers des sorties d'atmosphère, elles-mêmes dans des environnements sécurisés. Aujourd'hui, le dispositif est en place.

Nous avons eu l'originalité et la capacité à construire depuis 1990 un dispositif pour garantir la sécurité des personnes sur les territoires. Je peux également formuler un témoignage important : le dispositif est robuste. Depuis 2006, ce dispositif est opérationnel. L'État n'a jamais procédé à des coupes budgétaires sur ce sujet. Les moyens financiers de l'État sont présents pour garantir dans ce champ la sécurité des territoires. Je pense que les collègues de cette noble tour peuvent en mesurer toute l'importance [NDLR : il s'agit de la tour Sequoia, siège du ministère de la Transition écologique et solidaire].

André-Claude Lacoste

Mon expérience est fondée sur le Nord - Pas-de-Calais. Je ne prétends pas parler pour l'ensemble des territoires. Sur quels aspects faut-il garder la mémoire ? Quel type de mémoire devons-nous garder ?

La tendance générale consiste à dire que nous devons garder la mémoire, mais quelle mémoire devons-nous garder ? Devons-nous conserver la mémoire de la technique, des personnes, de leurs mœurs ou de l'accueil des immigrés ? Ou devons-nous garder la mémoire de ce qui a eu cours dans le contexte social et économique, en particulier dans le Nord - Pas-de-Calais ? Dans les années 1965 à 1980, je me souviens d'une certaine hypocrisie. Toutes les personnes, y compris les élus, se gardaient bien d'envoyer leurs enfants à la mine. Les études économiques dans le Nord-Pas-de-Calais parlaient de l'hypothèse que si les mineurs ne travaillaient

plus à la mine ils seraient chômeurs. Et nous savions parfaitement au fond qu'il fallait se préparer à fermer. Je pense qu'il serait souhaitable de conserver la mémoire de cette hypocrisie à cette période. Nous n'étions absolument pas préparés à l'énorme effort qu'a représenté la conversion. Il s'agit de regarder et de retrouver les documents. Par exemple, il serait intéressant de retrouver les études très officielles effectuées dans le Nord-Pas-Calais dans lesquelles il était considéré que si les personnes ne travaillaient pas à la mine elles deviendraient chômeuses,.

Amy Benadiba

Je vais répondre à une partie de votre question, mais peut-être pas à l'ensemble qui sera complété par ailleurs. Le Centre historique minier est né de la volonté des Houillères. Ainsi, les archives que conserve le Centre historique minier sont principalement issues des Houillères. Ces documents ne concernent pas uniquement les aspects techniques. Ils vont beaucoup plus loin. Ils concernent également les services de communication des Houillères et l'intégralité de ce qui a été publié. Nous ne sommes pas obligés de parler uniquement avec la voix des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC). En tant que musée et établissement public, nous avons le droit d'évoquer l'histoire sous différents angles, à partir de sources authentiques et d'archives nous permettant de fonder notre propos. Dernièrement, nous avons reçu au Centre historique minier l'ensemble des archives de l'association Mémoire et Culture, ce qui constitue une bonne nouvelle. Cette association est l'héritière des syndicats de mineurs et foisonne de richesses sur ce type de thématiques. Elle apporte également un véritable contrepoids aux archives des Houillères. Elles comprennent notamment les histoires sociales avec des photographies de toutes les manifestations menées par les mineurs, des archives de toute la vie sociale de l'association et beaucoup de témoignages de ceux qui ont apporté des avis divergents, avec une richesse de points de vue sur l'histoire minière du bassin du Nord - Pas-de-Calais.

Souad Daho

Je me permets de répondre sur le plan social. Je pose la question de savoir ce qu'il s'est passé dans la réflexion économique et politique. Ce n'est pas forcément le Centre de Lewarde qui en porte la responsabilité.

Jean-Marie Spaeth

Je vais aller dans le sens de Monsieur Lacoste. Nous nous connaissons depuis plusieurs décennies. J'ai toujours pensé qu'il y a des mémoires qui existent. Je vais aller jusqu'au bout de ma pensée. Je suis de Moselle et de Lorraine. Les événements sociaux et économiques de Faulquemont ont eu lieu, avec l'hypocrisie qui a été décrite par Monsieur Lacoste. Je connaissais la Direction générale des Houillères du bassin de Lorraine, nous leur écrivions. Quand une catastrophe intervenait, elle était suivie, des écrits étaient rédigés. J'ai essayé de trouver des archives sur des événements que j'ai vécus. Je n'ai rien trouvé. Où sont donc passées ces archives ?

Mon intime conviction est que le corps des Mines et la direction des Mines doivent en posséder. Je connais assez bien le corps des Mines et les ingénieurs des Mines que j'ai côtoyés et qui ont une grande loyauté. Ils n'ont pas détruit ces archives. Ce n'est pas dans leur culture. Ces archives se trouvent donc bien quelque part. J'ignore où, mais il serait intéressant de bénéficier des rapports entre le milieu politique, une grande entreprise comme Charbonnages, le mouvement syndical, etc. Cette histoire est utile pour l'avenir. Je ne vous demande pas forcément une réponse.

Michel Pascal

Je ne vais pas répondre. Je vais poser une question qui va un peu dans ce sens. Quand j'ai pensé à ce livre, je savais que je ferais des impasses. Pour le dire autrement, je suis extrêmement content du débat qui a lieu, parce que si une personne souhaite rédiger un tome deux, nous avons encore de la marge.

75 % de nos bénéficiaires sont issus du charbon. Nous avons recréé toute la période allant de 1945 à 1956 puis nous avons appuyé sur le frein dans les années 1960,

et la dernière mine s'est fermée en 2004. Oui, dans les bassins, ces évolutions ont été rapides, une fois que la décision était prise. 44 ans à l'échelle de plusieurs siècles représentent une période assez courte. Tout le monde connaît l'histoire, des relances ont eu lieu. Des attermoissements ont eu cours. Nous ne portons pas de jugement sur nos prédécesseurs. Ils ont agi au mieux de leurs possibilités et comme ils le pouvaient.

Que pouvons-nous tirer comme enseignement de ces aspects ? Je m'intéresse beaucoup à l'énergie et à la transition énergétique. Nous en parlons souvent. Demain, certains éléments seront moins présents et le changement climatique est évoqué. Ainsi, la production énergétique est au cœur du travail du ministère. Que pouvons-nous tirer comme enseignements de ce qu'il s'est passé et comment le vivons-nous ? Nous avons accompagné les territoires et nous les avons développés. Nous n'aurions pas pu agir d'une meilleure manière à l'époque, mais que pouvons-nous en tirer comme enseignements ? Je vais vous décevoir : le livre ne traite pas ce point. Il n'existe pas de thèse à ce sujet, mais une personne a-t-elle un avis à donner ? Je pense, par exemple, à la transition énergétique, car nous nous y trouvons. Je ne possède pas la réponse à cette question, mais je pense qu'elle mérite également d'être posée en complément de ce qui a été indiqué précédemment.

Souad Daho

Pour rebondir sur ce qu'a indiqué Monsieur Spaeth, ce thème a peut-être vocation à être étudié par des thésards. Il s'agit de l'ensemble de l'articulation politique, économique et sociale. Nous connaissons un certain nombre de situations où une pareille hypocrisie existe. Il serait peut-être intéressant de regarder à la lueur de l'histoire ce qu'il s'est passé. J'ai le sentiment très fort que si nous avions eu le courage de dire explicitement ce qu'il se déroulait à l'époque la transition aurait commencé beaucoup plus tôt et aurait occasionné moins de dégâts humains.

Un intervenant

Je m'appelle Jack-Pierre Piguet, professeur à l'École des Mines de Nancy, et j'ai été Directeur de cette école jusqu'en 2011. Je souhaite aller dans le sens de Monsieur Polak concernant la formation des ingénieurs. En effet, l'enseignement est différent de celui proposé quelques décennies auparavant. Néanmoins, si nous observons les écoles historiques, il existe un certain nombre de formations en France qui continuent de s'occuper de la mine. Leurs contenus sont sans doute très différents de ce qu'ils étaient vingt à trente ans en arrière. Je voulais signaler plusieurs caractéristiques. Sur le plan quantitatif, je crois qu'à l'École des Mines de Paris, une dizaine d'ingénieurs suivent un cursus sur les sols et sous-sols. Ce sujet n'évoque pas seulement la mine. À Nancy, le département géo-ingénierie voit chaque année l'inscription de 25 étudiants. À Alès, ces étudiants se comptent au nombre de 30. Si nous ajoutons à ces chiffres une centaine de géologues, nous devons détenir un réservoir de 150 à 200 ingénieurs des Mines.

Au niveau du contenu, il est vrai qu'au XIX^e siècle, les Ponts et Chaussées et les Mines s'étaient rapprochés. Ils se sont ensuite séparés. Aujourd'hui, ces options attirent à la fois sur les thèmes du génie civil et des mines, avec la possibilité de mettre en commun un certain nombre de connaissances. Dans ces options, les jeunes sont attirés par l'aspect international. Ils ont envie de vivre une aventure internationale. En second lieu, l'aspect extrêmement pluridisciplinaire est également intéressant. Lorsque j'étais à l'École, nous n'évoquions pas la question de l'après-mine. Fermer une mine ne nous venait pas à l'esprit. Aujourd'hui, dans l'enseignement, il est nécessaire d'évoquer le cycle de vie d'une mine et les aspects environnementaux et sociétaux. Une prise de conscience de l'existence d'un potentiel de formation en France a eu lieu, mais celui-ci est très dispersé. Nous avons pris l'initiative de mettre en réseau quatre écoles : les Mines de Paris, Nancy, Alès et l'École de Géologie de Nancy. Nous avons appelé ce réseau Mine & Société. Nous y avons introduit de plus en plus d'aspects destinés à être assimilés

par des ingénieurs. Il est important de le signaler. L'avenir de la mine en France n'est pas clair. Toutefois, je voulais aussi ajouter que concernant l'attractivité de la France, ce n'est pas tant les techniques minières qui nous intéressent, mais notre aptitude pédagogique à lier tous ces aspects. Nous avons « ressuscité » le Centre d'Études supérieures des Matières premières (CESMAT) en mettant en place un master avec l'École des Mines de Paris et Nancy sur les aspects « mine et société ». Ce master a ouvert l'année dernière avec douze inscrits. Je crois savoir que pour l'année prochaine les inscriptions seront du même ordre. Il fonctionne bien. Depuis que nous nous sommes regroupés en réseau, nous sommes très sollicités pour réaliser de l'ingénierie pédagogique, en particulier en Afrique. L'Institut des Mines nous a demandé une remise à niveau pour en faire une école d'excellence. Ainsi, d'autres sollicitations nous parviennent. Je voulais indiquer ces éléments afin que nous ne terminions pas cet après-midi sur une note trop nostalgique.

Un intervenant

Par rapport au travail mémoriel réalisé, les questions posées par Monsieur Lacoste relèvent de philosophie de l'histoire. Je remercie Messieurs Pascal et Besson d'avoir créé ce débat. Comme disait Péric, « l'histoire avec sa grande hache » n'est pas terminée. Lorsque j'étais à l'École des Mines de Paris, en dernière année, nous avons eu un contact avec un historien qui nous avait expliqué que le propre de l'histoire est que nous ne savons jamais de quoi hier sera fait. Il existe toujours de nouveaux regards et de nouveaux angles pour observer les questions. J'ai essayé de vous montrer que ces questions de redynamisation des territoires en difficulté étaient toujours actuelles. Les questions posées montrent qu'il existe toujours une nouvelle manière de regarder le passé, d'où l'importance de conserver tous les matériaux. En effet, nous ne savons pas exactement lesquels seront les plus utilisés dans le futur.

Manuella Cavaco

Je m'appelle Manuella Cavaco. Je suis élue à Loos-en-

Gohelle et également fille de mineur. Je dispose de quelques données par rapport à plusieurs interventions. Dans ma ville, les Charbonnages de France nous ont abandonnés. Ils ont laissé des friches industrielles. Ils ont laissé des personnes avec une image de soi dégradée. De toute manière, vous avez tous vu les actualités. Lorsque nous nous rendons sur les bassins miniers, nous allons chercher la personne qui parle ch'ti pour le buzz. Pour la petite histoire, j'ai accueilli la visite d'une école. Un enfant de neuf ans m'a assuré que je parlais comme lui et ses camarades. Aujourd'hui, voici l'image que nous avons du bassin minier. À l'époque, les mineurs chauffaient la France, comme on le disait. Mon père soulignait que c'est la poitrine du Nord - Pas-de-Calais qui a nourri la France.

Pour nous, il a été nécessaire par la suite de travailler sur ce regard et de le changer. Nous devons redonner de la confiance et de l'espoir. Nous avons donc travaillé. Il est important de signaler la nécessité de ne pas oublier d'où nous venons. À Loos-en-Gohelle, nous sommes à l'origine du bassin minier de l'UNESCO. Cette particularité prouve que nous nous forgeons sur notre histoire.

Étant fille de mineur, je rêve d'un monde plus beau avec des énergies renouvelables. Vous voulez toujours exploiter des énergies non durables qui vont un peu grignoter notre terre. À Loos-en-Gohelle, nous déplorons tout de même un affaissement de quinze mètres dans la commune. Les impacts sont réels. Aujourd'hui, nous passons d'un archipel noir à un archipel vert. Nous évoluons vers la transition énergétique. Nous comptons des panneaux photovoltaïques sur notre église. Vous l'avez vu sur le film. Nous avons mis en place un plan solaire afin que tous nos bâtiments publics fonctionnent avec des panneaux photovoltaïques, et éventuellement les bâtiments privés. Les idées existent et des actions doivent être menées.

Je suis fille de mineur et j'en suis fière. J'ai invité des Jurassiens sur mon territoire et des Parisiens, mais je ne rêve pas que mon fils soit mineur, excusez-moi.

Souad Daho

Je vous remercie pour vos témoignages et vos

interventions.

Je cède la parole à Luc Rousseau, vice-président du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies pour la conclusion de ce colloque. ★



Lampes de mineur (photo C. Tauziède).



Centre Historique Minier. Lawarde (Nord)
(photo Centre Historique Minier).

Allocution de clôture

Luc Rousseau, *vice-président du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies*

Bonjour à chacune et à chacun, plus spécialement à Michel Pascal, l'architecte de cet ouvrage et de cette journée. Michel Pascal, que je connais de longue date, est malin et tenace. Il m'a demandé de passer le voir en raison d'une idée qui était déjà bien avancée. Il me sollicite pour l'aider un peu sur ce projet. Il me demande d'écrire la préface puis il me demande de conclure le colloque. À chaque fois, je lui réponds que par amitié pour lui et au vu de ce sujet qui le mérite, je m'y emploierai avec plaisir.

Ce livre représente un sujet qui évoque la mémoire, c'est-à-dire la mémoire de tous ceux qui ont participé à l'essor et au développement économique de la mine. Il représente l'occasion de réfléchir à des aspects au cœur du développement de la mine ou connexes, mais néanmoins majeurs. La dernière table ronde et les débats qui ont eu lieu en témoignent bien.

En parcourant le livre, j'ai apprécié son intérêt et sa grande qualité. L'ouvrage propose une approche assez exhaustive de l'ensemble des mines en France. Cette démarche n'avait jamais eu lieu, à ma connaissance. Ce livre montre combien la mine a marqué notre pays. D'ailleurs, elle le marque encore. Rien que pour cette raison, je pense qu'il deviendra un

ouvrage de référence auquel je souhaite un grand succès.

Fondamentalement, il s'agit bien de mémoire et de fierté. En effet, la mine a marqué profondément le développement énergétique, industriel et social de la France. D'ailleurs, ce n'est pas le cas uniquement pour la France. L'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie sont également concernées, au même titre que tous les pays industrialisés. D'une certaine manière, l'essor de la mine a été le rendez-vous de l'humanité avec une phase de son développement. Nous sommes passés d'un développement fondamentalement axé sur l'exploitation du vivant et l'agriculture, y compris en matière d'énergie et de construction avec le bois, à une étape nouvelle avec des technologies de pointe pour l'époque. Les technologies sont toujours de pointe. Je songe à l'hydrocarbure, aux forages horizontaux et aux forages en profondeur. Quelle que soit l'évolution des exploitations, nous constatons depuis des siècles que l'exploitation minière a été très souvent à l'extrême pointe de la technologie des pays qui savaient la maîtriser.

La mine a également connu des avancées dans les domaines sociaux et sanitaires. La mise en place d'un système de santé

intégré est arrivée plus tard, au sein des grandes évolutions minières de la France. Il était une spécificité avec des médecins et des infirmières salariées du régime. Nous pouvons peut-être regretter que ce modèle n'ait pas davantage été diffusé à une époque clé de notre développement. En effet, dans la période immédiate de l'après-guerre, le statut du mineur est né d'une volonté collective de l'époque. Cette volonté consistait à dresser les bases, les fondements du redémarrage de la France et de son indépendance énergétique avec et en faveur de sa population. Cette volonté comprenait une approche industrielle et sociale. Comme la nationalisation d'EDF, la mine a été au cœur de la reconstruction de la France après la deuxième Guerre mondiale, de même qu'elle avait été au cœur de l'essor de l'Angleterre au XIX^e siècle. Elle a mobilisé toute la société : le gouvernement, les ingénieurs et les ouvriers. Chacun l'a en tête : nous nous situons dans le Nord - Pas-de-Calais, mais pas uniquement. Il s'agit d'un formidable système industriel mis en place pour produire de l'énergie et de l'acier.

Le rendez-vous de la mine avec l'histoire s'est réalisé selon deux axes : l'axe du besoin d'énergie, une énergie autre que la force humaine ou animale, et

l'exploitation des ressources plus complexes, des ressources minérales et des matières premières pour élaborer des objets plus complexes et efficaces pour le développement de l'humanité. Tant pour l'énergie que pour la matière, il était souhaitable de développer les techniques d'exploitation minière. Cette évolution correspond à une phase importante et sans précédent du développement de notre planète.

Ce système formidable a été mis en place. Parfois, il a généré des tensions géopolitiques. Pour gommer ces tensions, à l'issue de la deuxième Guerre mondiale, la France, avec notamment Maurice Schumann, a pris l'initiative de lancer une Europe unie, autour de la mise en commun d'un certain nombre de ressources, dont le charbon et l'acier. Maurice Schumann indiquait que la mise en commun des productions du charbon et de l'acier, notamment entre la France et l'Allemagne, assurerait immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique. De fait, cela sera la première étape de la fédération européenne et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre, dont elles ont été les plus constantes victimes.

Cet ouvrage invite à porter la réflexion bien au-delà de cet après-midi. La mine est porteuse de mots, comme richesse ou indépendance énergétique. L'exploitation du charbon a également parfois été intégratrice. Au moment où nous parlons de l'immigration, comment ne pas se souvenir des centaines de

milliers de personnes étrangères venues renforcer les rangs des mineurs ? Je songe aux Belges, aux Polonais, aux Algériens, aux Marocains ou aux Italiens. La France d'aujourd'hui ne serait pas la même sans ces enrichissements successifs.

La mine engendre aussi un sentiment mitigé. Je pense à la richesse, car elle est un secteur à forte valeur ajoutée, notamment si nous la comparons aux autres secteurs. Cependant, elle représente aussi des risques, des catastrophes et des maladies. La mine a tué des personnes. Elle en a rendu malades, et ce malgré les progrès énormes qui se sont réalisés progressivement. La catastrophe de Courrières en 1906 a entraîné la mort de 1 099 personnes et la plus grande catastrophe industrielle du pays. Elle est la deuxième plus grande catastrophe minière dans le monde.

Ce livre évoque donc à juste titre la santé, le risque, la sécurité, la protection sociale et l'environnement. Exploiter des ressources limitées et non renouvelables n'est jamais anodin. Il existe toujours un bilan à établir entre les avantages et les inconvénients. Ce bilan ne se pose pas dans les mêmes termes, mais avec les mêmes résultats suivant les époques et les volumes.

La mine a par ailleurs contribué au développement des territoires. Une ville comme Bruay-la-Buissière a vu sa population être multipliée par vingt avec l'arrivée de la mine. La mine a façonné les territoires, tels que le nord de la France et la Lorraine, ainsi que d'autres

lieux de manière moins importante. Elle les a profondément transformés et parfois bouleversés. Les affaissements et les pollutions ont été nombreux. Vous avez observé comment l'État a su et dû investir pour remettre tant que possible en état ces territoires et assurer leur surveillance sur le long terme.

Il reste sûrement à organiser la conservation de la mémoire sur le long terme. J'ai bien entendu l'interpellation de Monsieur Spaeth. Nous allons observer les éléments. À l'échelon national, comment organiser la conservation de la mémoire sur le long terme ? Nous comptons un certain nombre de musées. Pour le patrimoine bâti, la mémoire industrielle et sociale, beaucoup d'éléments ont aujourd'hui disparu, peut-être un peu trop d'ailleurs. Il fallait quelque part faire table rase du passé. Je me réjouis qu'ici ou là des éléments du patrimoine aient pu être mis en valeur et réutilisés pour d'autres usages, comme la fosse 11-19 à Loos-en-Gohelle qui abrite des activités tournées autour du développement durable et des énergies alternatives.

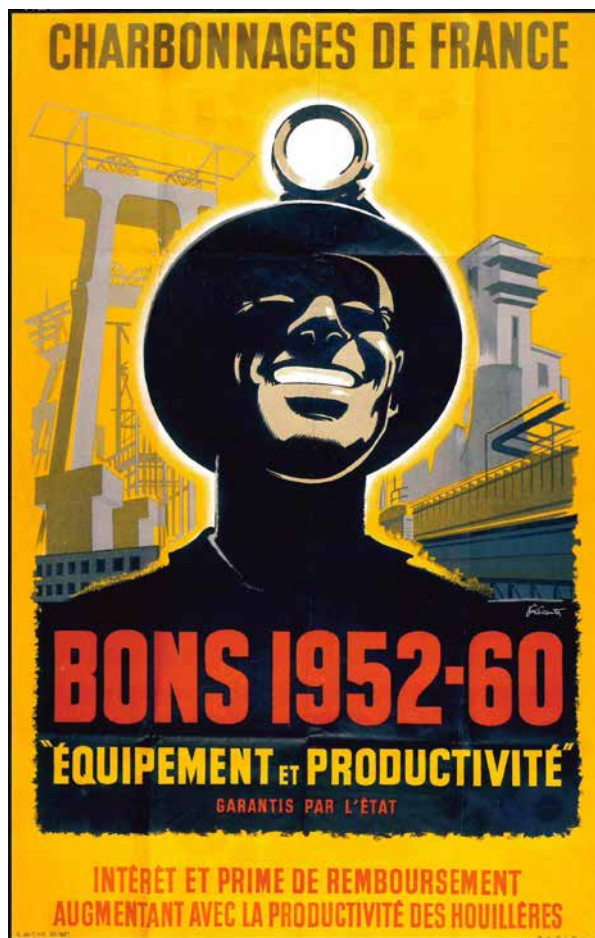
Les traces des mines sur l'environnement sont majeures sur les territoires avec les terrils, les affaissements et les pollutions. Certaines d'entre elles vont durer et évoluer pendant plusieurs dizaines, voire, centaines d'années.

Je viens d'évoquer la mémoire, mais il est également nécessaire de parler de fierté. La fierté du mot mine n'est pas complètement démodée. Un terme anglais est utilisé et se nomme le *data mining*. Nous pourrions d'ailleurs organiser un col-

loque à partir de toutes les significations du mot mine. Elles sont nombreuses et ne concernent pas toujours l'extraction de matière. En revanche, le *data mining* consiste à extraire une ressource rare à forte valeur ajoutée potentielle. C'est avec un souci de mémoire et de fierté que les écoles d'ingénieurs en France, dont j'assume en partie la tutelle, revendiquent un label de qualité à travers la dénomination d'école des Mines. Leur nom n'a pas changé de manière délibérée, mais les enseignements ont beaucoup changé. Nous pouvons indiquer que le corps des Mines a été créé sous la Révolution française, à l'origine pour exploiter, développer, mais également contrôler les mines. Ce corps a évolué depuis vers des missions plus larges relatives à l'énergie, à l'industrie, à la technologie et à l'environnement. Il a fusionné avec d'autres corps. Pourtant, le nom est resté. Ce nom est resté, car il est porteur des notions de progrès, de développement et de service public. Il est un élément de notre patrimoine culturel.

J'ai donc beaucoup de plaisir à remercier tous ceux qui ont conçu ce beau livre, dont les rédacteurs en premier lieu. Je voudrais saluer la ténacité et l'organisation de Michel Pascal, et de Jean-Charles Besson, pour soutenir cette idée. Ils ont su mobiliser avec talent autour de ce sujet pour l'amener à très bon port. Je formule des vœux pour que cet ouvrage continue de mettre en valeur l'importance de la mine et du travail de

générations de mineurs pour la France. Je souhaite qu'il contribue à la fierté de tous ceux qui ont travaillé et qui ont participé à quelque chose de grand. Il est souhaitable de conserver cette mémoire et que cela devienne une source d'inspiration. Je vous remercie. ★



Affiche de Charbonnages de France pour l'émission des bons 1952-1960 (Centre Historique Minier).

Le Comité d'histoire

Créé en 1995, le Comité d'histoire ministériel a pour mission de promouvoir une analyse historique des politiques publiques menées par les ministères concernés notamment dans les domaines de l'écologie et de la biodiversité, du développement durable, de l'énergie, du climat, des risques, des mobilités, de la mer ainsi que dans ceux de la ville, de l'urbanisme et du logement.

Le Comité d'histoire s'appuie sur un conseil scientifique, composé de chercheurs et de spécialistes reconnus. Celui-ci définit ses priorités d'intervention en matière d'histoire et de mémoire des administrations, des politiques publiques menées ainsi que des techniques, des métiers et des pratiques professionnelles. Le Comité cherche également à répondre aux attentes exprimées par les milieux académiques et par les services, les opérateurs et les partenaires des ministères qui souhaitent éclairer, par un regard attentif au passé, les enjeux contemporains. Ses actions s'appuient plus particulièrement sur l'instauration de dialogues entre le monde de la recherche en histoire et en sciences humaines et le monde des praticiens, aussi bien témoins de périodes passées qu'acteurs d'aujourd'hui.

Le Comité soutient et accompagne ainsi scientifiquement et financièrement des études et des recherches. Il publie la revue *Pour mémoire* sur papier (2 000 exemplaires) et sur Internet, avec près de 50 numéros disponibles à ce jour. Il organise, souvent en partenariat, des colloques et des journées d'études dont il diffuse les actes dans des numéros spéciaux de la revue. Il peut favoriser la publication d'ouvrages de référence. Pour les besoins de la recherche, il constitue un fonds d'archives orales d'acteurs des politiques ministérielles. Enfin il gère un centre documentaire de plus de 4 000 ouvrages.

Le Comité d'histoire ministériel

L'ORGANISATION DU SECRÉTARIAT DU COMITÉ D'HISTOIRE

★ Secrétaire

Philippe CARON

ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts
secrétaire général
du Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable
Tél. : 01 40 81 68 23
philippe.caron
@developpement-durable.gouv.fr

★ Secrétaire-délégué

Patrick FÉVRIER

administrateur général h.
Tél. : 01 40 81 21 73
patrick.fevrier
@developpement-durable.gouv.fr

★ Adjointe au secrétaire délégué recueil de témoignages oraux

Lorette PEUVOT

chargée de mission
Tél. : 01 40 81 15 38
lorette.peuvot
@developpement-durable.gouv.fr

★ Événementiel, édition

Marc DESPORTES

chargé de mission
Tél. : 01 40 81 62 17
marc.desportes
@developpement-durable.gouv.fr

★ Études-recherches

Samuel RIPOLL

chargé de mission
Tél. : 01 40 81 26 63
samuel.ripoll
@developpement-durable.gouv.fr

★ Documentation

communication électronique

Nicole BOUDARD-DI-FIORE

documentaliste
Tél. : 01 40 81 36 83
nicole.boudard-di-fiore
@developpement-durable.gouv.fr

★ Assistance à la coordination et à la publication

N....

secrétaire de rédaction
Tél. : 01 40 81 ...
n...@developpement-durable.gouv.fr

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Dominique BARJOT

Professeur d'histoire contemporaine
à l'Université Paris IV

Bernard BARRAQUÉ

Directeur de recherche émérite
au CNRS, AgroParisTech

Alain BELTRAN

Directeur de recherches CNRS,
Université Paris I, laboratoire SIRICE
(UMR 8138)

Florian CHARVOLIN

Chargé de recherche au CNRS,
Centre Max Weber (UMR 5283)

Kostas CHATZIS

Chercheur au laboratoire
Techniques Territoires Sociétés
(LATTS, UMR 8134)

Florence CONTENAY

Inspectrice générale de l'Équipement
honoraire

Andrée CORVOL DESSERT

Présidente d'honneur du Groupe
d'Histoire des Forêts Françaises,
Directrice de recherche
émérite au CNRS, Membre
de l'Académie d'Agriculture
de France

Gabriel DUPUY

Professeur émérite à l'Université Paris I

Jean-Michel FOURNIAU

Directeur de recherches à l'IFSTTAR

Stéphane FRIOUX

Maître de conférences en histoire
contemporaine à l'Université Lumière
de Lyon 2, laboratoire LARHRA (UMR
5190)

Philippe GENESTIER

Professeur à l'ENTPE, laboratoire
EVS-RIVES (UMR 5600)

Anne-Marie GRANET-ABISSET

Professeur d'histoire contemporaine,
Université Pierre Mendès-France
Grenoble, laboratoire LARHRA (UMR
5190)

André GUILLERME

Professeur émérite d'histoire
des techniques au CNAM

Bertrand LEMOINE

Directeur de recherche au CNRS,
Centre André Chastel (UMR 8150)

Alain MONFERRAND

Ancien secrétaire-délégué
du Comité d'histoire

Arnaud PASSALACQUA

Maîtres de conférences en histoire
contemporaine à l'université
Paris-Diderot, laboratoire ICT (EA 337)

Antoine PICON

Directeur de recherche à l'École
des Ponts ParisTech, Professeur à la
Harvard Graduate School of Design

Anne QUERRIEN

Ancienne directrice de la rédaction
de la revue « Les Annales
de la Recherche urbaine »

Thibault TELLIER

Professeur d'histoire contemporaine
à l'Institut d'études politiques de
Rennes, laboratoire IRHiS (UMR 8529)

Hélène VACHER

Professeur à l'École Nationale
Supérieure d'Architecture de Nancy,
laboratoire LHAC

Loïc VADELORGE

Professeur à l'université Paris-Est,
laboratoire ACP (EA 3350)

« pour mémoire »

la revue du comité d'Histoire

rédaction ★ Tour Séquoia - bureau 30.01

92 055 La Défense cedex

téléphone : 01 40 81 15 38

comite.histoire@developpement-durable.gouv.fr

fondateurs de la publication ★ Pierre Chantereau et Alain Billon

directeur de la publication ★ Philippe Caron

rédacteur en chef ★ Patrick Février

coordination éditoriale ★ Marc Desportes

conception graphique de la couverture ★ société Amarante Design graphique,

53 rue Lemercier - Paris 75017

crédit photo couverture ★ Cités des fosses 2 et 2 bis, registre de planches aquarellées de la Société

des mines de Lens par G. Peltier, années 1920. Centre Historique Minier (prêt ANMT)

crédits photos ★ Tous droits réservés

et les photographes du Ministère

réalisation graphique ★ Eric Rillardon

impression ★ couverture ★ Intérieur ★ SG/DAF/SET/SET2

ISSN ★ 1955-9550

ISSN ressource en ligne ★ 2266-5196



Imprimé sur du papier certifié écolabel européen

Vous souhaitez consulter les ressources du secrétariat du comité d'Histoire... Vous pensez que votre témoignage peut éclairer l'histoire du ministère de la Transition écologique et solidaire et des administrations dont il est l'héritier... Vous avez connaissance d'archives, de documents divers, d'objets intéressant l'histoire de ces administrations, alors...

POUR NOUS CONTACTER

**Secrétariat du comité d'Histoire
Conseil général de l'Environnement et
du Développement durable**

Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex

tél : 33 (0) 01 40 81 21 73

courriel : comite.histoire@developpement-durable.gouv.fr

OÙ NOUS RETROUVER ?

Internet : www.ecologique-solidaire.gouv.fr/memoire-du-ministere
www.archives-orales.developpement-durable.gouv.fr/index.html

Intranet : intra.comite-histoire.cgedd.i2/



COMITÉ D'HISTOIRE

TOUR SÉQUOIA
92055 LA DÉFENSE CEDEX

www.ecologique-solidaire.gouv.fr / www.cohesion-territoires.gouv.fr